

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

Instruction ou Education?

*A propos de réforme de l'enseignement
secondaire*

PAR

ESDRAS MINVILLE

—
Prix: 25 sous
—

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

MONTRÉAL

Direction:

SECRETARIAT DE L'É. S. P.
1961, RUE RACHEL EST

Administration:

L'ACTION PAROISSIALE
4260, RUE DE BORDEAUX

1931

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Abonnement \$1.50 par an)

- | | |
|---|------------------------------|
| *1. <i>L'École Sociale Populaire</i> | |
| *1. <i>L'Organisation ouvrière catholique en Hollande</i> | R. P. ARCHAMBAULT, S.J |
| 2. <i>L'Organisation ouvrière dans la province de Québec (2^e édition 1913)</i> | Arthur SAINT-PIERRE |
| *3. <i>De l'Éducation du sens social</i> | R. P. LEROY, S.J. |
| *4. <i>Comment protéger notre jeunesse: les patronages</i> | R. P. PICHÉ, P.S.V. |
| 5. <i>La Fédération Saint-Jean-Baptiste</i> | Mme Marie GÉRIN-LAJOIE |
| *6. « <i>Le Foyer</i> » et ses œuvres | Abbé Henri GAUTHIER, P.S.S. |
| *7. <i>La Caisse populaire — I</i> | Alphonse DESJARDINS |
| *8. <i>La Lutte antialcoolique dans la province de Québec, depuis 1906</i> | R. P. HUGOLIN, O.F.M. |
| *9. <i>Le Logement de la famille ouvrière — I</i> | Abbé GOUIN, P.S.S. |
| *10-11. <i>Le Logement de la famille ouvrière — II</i> | Abbé GOUIN, P.S.S. |
| *12. <i>La Caisse populaire — II</i> | Alphonse DESJARDINS |
| 13. <i>Le Mouvement mutualiste dans Québec</i> | J.-B. SAINT-ARNAUD |
| *14. <i>Le Cercle ouvrier</i> | R. P. L. HUDON, S.J. |
| *15. <i>L'Encyclique « Rerum novarum »</i> | |
| *16. <i>Les Œuvres nécessaires</i> | R. P. VALENTIN-BRETON, O.F.M |
| *17. <i>L'Église et les associations ouvrières — Encyclique « Singulari quadam »</i> | Henri BEAUBAIS |
| 18-19. <i>Contre l'alcool</i> | Dr Joseph GAUVREAU |
| 20-21. <i>Un catholique social: Frédéric Ozanam</i> | Abbé GOUIN, P.S.S. |
| *22. <i>L'Organisation professionnelle</i> | Arthur SAINT-PIERRE |
| 23. <i>Réformes scolaires</i> | V.-E. BEAUPRÉ |
| 24. <i>Le Clergé et les études sociales</i> | R. P. ARCHAMBAULT, S.J. |
| *25. <i>Le Travail chrétien</i> | Abbé Paul MAYRAND, D.Th |
| 26. <i>La Lettre sur le « Sillon »</i> | |
| 27-28. <i>La Cour Juvénile</i> | Abbé GOUIN, P.S.S. |
| *29. <i>La Goutte de lait</i> | Dr Joseph GAUVREAU |
| *30. <i>La Fédération américaine du Travail</i> | Arthur SAINT-PIERRE |
| 30. <i>L'Utopie socialiste — I</i> | XXX |
| 31. <i>Le Val des Bois</i> | DOMBRAY-SCHMITT |
| *32. <i>Les Conseils aux ouvriers canadiens</i> | Chanoine DESGRANGES |
| 33. <i>Les Ecoles maternelles</i> | R. P. DALY, C.S.S.R. |
| *34-35. <i>L'Église et le progrès social</i> | Chanoine DESGRANGES |
| 36-37. <i>Le Devoir social</i> | Arthur SAINT-PIERRE |
| 38. <i>L'Utopie socialiste — II</i> | Arthur SAINT-PIERRE |
| 39. <i>Les Syndicats ouvriers chrétiens de Belgique</i> | R. P. GUILLOT, C.S.S.R. |
| 40. <i>Les Syndicats socialistes et neutres</i> | R. P. TRUDEAU, O.P. |
| 41. <i>L'Église et l'organisation ouvrière</i> | Abbé Edmour HÉBERT |
| 42-43. <i>Le Comte Albert de Mun</i> | Arthur SAINT-PIERRE |
| 44-45. <i>Le Socialisme</i> | Abbé Edmour HÉBERT |
| 46. <i>A propos d'immunités</i> | R. P. GONTHIER, O.P. |
| *47. <i>La Formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C.</i> | R. P. S. BELLAVANCE, S.J. |
| 48-49. <i>Leçons pratiques d'action sociale catholique</i> | R. P. RUTTEN, O.P. |
| 50. <i>La Désertion des campagnes</i> | R. P. Adélarde DUGRÉ, S.J. |
| 51. <i>Les Avantages de l'agriculture</i> | R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J. |
| *52. <i>Les Cercles d'études féminins</i> | Marie-J. GÉRIN-LAJOIE |
| 53-54. <i>Le Règne social du Sacré Cœur</i> | Abbé GOUIN, P.S.S. |
| 55. <i>Le Comptoir coopératif</i> | Anatole VANIER |
| 56-57. <i>L'Œuvre de vacances des grèves</i> | Abbé GOUIN, P.S.S. |
| 58. <i>Le Jardin scolaire et l'Agriculture à l'école</i> | Jean-Charles MAGNAN, B.S.A. |
| 59. <i>Le Clergé et les œuvres sociales</i> | R. P. ARCHAMBAULT, S.J. |


Instruction ou Éducation?

A propos de l'enseignement secondaire

Par Esdras MINVILLE

I

A L'ORIGINE DE NOS ÉCHECS

 U'UNE réforme s'impose quelque part chez nous, rien ne semble plus certain au moins sagace des observateurs. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter les yeux et de prêter l'oreille autour de soi et, ayant constaté le délabrement de notre situation, de réfléchir durant cinq minutes. Que cette réforme doive englober l'enseignement et tout l'enseignement: primaire, secondaire (classique ou moderne), universitaire, rien non plus ne semble moins douteux. Mais que cette réforme tronquée, raccourcie, doive consister uniquement en une refonte des programmes d'une certaine catégorie d'école, se limiter à un remaniement des matières enseignées, voilà qui est beaucoup plus discutable.

C'est une illusion, en effet, une erreur apparemment commune à tous les peuples civilisés ou qui s'éveillent à la civilisation, que de rejeter sur l'école toute la responsabilité des faillites et des échecs nationaux. L'avancement intellectuel et scientifique ne progresse-t-il pas au rythme général; la prospérité matérielle surtout fléchit-elle ou souffre-t-elle de la comparaison avec celle des peuples environnants? Aussitôt on se retourne vers l'école: les programmes scolaires, l'instituteur, le professeur, voilà les grands, voilà les seuls coupables! C'est, nous le répétons, une erreur doublée d'une injustice. L'école, sans le moindre doute, est un des principaux élé-

204-
205

HN
31

E34

U.204-05

1931

ments du progrès sous toutes ses formes. Mais en toute loyauté il faut l'admettre: c'est un élément entre plusieurs autres. Divers facteurs concourent au progrès d'une collectivité, notamment à sa prospérité matérielle: la richesse du territoire, l'abondance et la multiplicité des ressources naturelles, dont l'exploitation pour être fructueuse demande, selon les pays et les époques, un effort intellectuel plus ou moins vigoureux; la position géographique et le milieu avec leurs exigences particulières; les aptitudes au travail, diverses et souvent dissemblables d'un peuple à l'autre; la politique dont c'est une des fins premières « de promouvoir la prospérité commune de la cité ». L'école, l'enseignement: facteur puissant, non pas facteur unique. On ferait bien de ne pas l'oublier en certains milieux.

D'ailleurs, pour nous en tenir aux collèges classiques — puisque ce sont eux qui sont actuellement en cause — les collèges de la région de Montréal ne s'emploient-ils pas, depuis six ans surtout, à effectuer la réforme que l'on réclame aujourd'hui avec tant de vigueur et même d'âpreté? Tous les collèges, sauf deux ou trois, momentanément empêchés pour des raisons qui échappent à leur volonté, n'ont-ils pas, conformément à un vœu depuis longtemps exprimé, créé chez eux des laboratoires de physique, de chimie (et de sciences naturelles?) et remanié leur programme de façon à faire la place plus généreuse aux sciences et à la langue anglaise? Sur douze de ces collèges (dont les revenus n'ont rien d'extravagant, sauf peut-être par en bas), huit ne se sont-ils pas imposé le sacrifice d'envoyer de jeunes professeurs se spécialiser et se perfectionner dans les Universités canadiennes et étrangères? Et la Faculté des Sciences de l'Université de Montréal, il y a quatre ou cinq mois, ne se déclarait-elle pas officiellement satisfaite, à tous égards, des réformes effectuées ou projetées, de même que des excellentes dispositions et de l'évidente bonne volonté des

éducateurs chargés de la direction de ces maisons d'enseignement ?

Qu'il reste encore beaucoup à accomplir dans ce domaine c'est certain, et les supérieurs de collèges seraient, nous en sommes sûrs, les derniers à le contester. Les besoins grandissent et à des problèmes nouveaux, il faut des solutions nouvelles. Mais ce sont là des questions d'une trop vaste portée, d'une trop haute importance, d'une trop réelle complexité pour en faire l'objet d'une discussion hargneuse, toute proche, en certains cas, de la petite polémique. Ceux qui ont fondé nos collèges classiques, à un moment où personne autre n'aurait pu ni voulu assumer semblable tâche; qui les ont maintenus et développés au prix d'un labeur surhumain et de sacrifices dont nous ignorerons toujours et le nombre et l'étendue; ceux qui aujourd'hui encore dirigent et soutiennent ces institutions, ont accompli et continuent d'accomplir une œuvre, non pas certes, sans défauts, mais qui, à notre avis, mérite d'être discutée sur un ton autre que celui du persiflage et de la facile raillerie¹.

Ce n'est pas en spécialiste, encore moins en partisan d'une méthode ou d'une autre que nous abordons ce brûlant sujet, mais en simple individu, soucieux autant que n'importe qui des intérêts du petit peuple auquel il appartient, et désireux de contribuer pour sa très humble part à la solution d'un des problèmes les plus délicats que ce petit peuple ait actuellement à résoudre. Des études, nous en avons fait, dont nous ne saurions dire, en vérité, si elles furent plus modernes que classiques, plus littéraires que scientifiques. Elles furent ce qu'elles furent, les

1. Tout en reconnaissant qu'elles sont fondées d'une certaine façon, on nous a néanmoins reproché les remarques un peu dures de ce paragraphe. « Si quelques-uns ont persiflé, nous a-t-on dit, ils ne l'ont pas fait par plaisir, mais pour démontrer qu'il n'est plus permis de parler à des laïcs de bonne foi sur le ton impertinent. » C'est un point de vue. Nous le signalons volontiers à nos lecteurs.

pauvres, menées le plus souvent à tâtons et à bâtons-rompus. Nous ne voulons donc pas, avouant, sans honte d'ailleurs, notre incompetence, entrer dans une discussion technique et entasser à notre tour les savants *distinguo*, mais regardant le problème dans toute son ampleur, tâcher plutôt de le placer sur son plan véritable, dans le cadre qui lui convient.

* * *

Qu'est-ce qu'un programme scolaire ? Un assemblage de matières plus ou moins rigoureusement agencées et ajustées. On y met en somme ce que l'on veut. Aussi bien, quels splendides programmes affichent parfois de piètres écoles ! C'est que, par delà le programme, il y a, d'une part, l'élève, de l'autre, le maître. Quelle est la fonction de celui-ci par rapport à celui-là ? Lui révéler et lui faire comprendre les matières inscrites au programme et ainsi éveiller et former son intelligence — en d'autres termes l'instruire. Mais depuis quand l'instruction, même poussée à son plus haut degré de raffinement, est-elle l'unique moyen de former un homme digne de ce nom, la seule cause du progrès collectif et des succès individuels ? Depuis quand une éducation qui prétend au titre de « nationale » ne doit-elle plus se conformer au sujet spécial qui lui est confié pour en développer toutes les virtualités, mais en corriger aussi toutes les déficiences ? Par delà l'intelligence, pour l'entraîner et la guider, n'y a-t-il pas le caractère, le jugement et la volonté, sans lesquels on peut très bien n'être qu'une brute intelligente ou un imbécile cultivé ? La formation du caractère, le dressage de la volonté, affaire d'éducation et affaire dépassant de cent coudées la simple formation de l'intelligence. Qui le contestera ? Catholiques, comprenons-nous si peu la doctrine dont nous nous réclamons que nous puissions nous permettre de bouleverser en toute

circonstance la hiérarchie des valeurs? Pourquoi toujours regarder à côté de la question?

Si nous jetons les yeux autour de nous, à l'origine de nos faillites et de nos échecs individuels ou collectifs, ne trouverons-nous toujours que des insuffisances intellectuelles? Voyons si dans les trois-quarts et demi des cas, nous ne rencontrerons pas plutôt des déficiences de caractère. Sommes-nous moins instruits généralement que nos grands-pères et nos arrière-grands-pères? Comptons-nous moins d'hommes cultivés que les trois ou quatre générations précédentes? Nos institutions d'enseignement sont-elles moins nombreuses et moins bien outillées, comparativement, qu'au temps où une classe entière devait se contenter d'un unique manuel? D'où vient alors, qu'en tant que groupement ethnique distinct, notre situation actuelle, apparemment plus solide et plus sûre, soit, en fait, si on y regarde de près, en interrogeant non pas ses sentiments, non pas son optimisme naturel et ses espoirs, mais la réalité brutale et instructive — soit, en fait, plus précaire peut-être qu'elle ne l'a été à aucun moment de notre histoire? Plus nombreux, plus riches et plus instruits, pourquoi ne parvenons-nous pas à sortir de la stagnation et, comme les générations précédentes, à vaincre les difficultés qui se dressent sur notre route? C'est que nous sommes faibles par là même où nos ancêtres étaient forts: par le caractère. Le Canada, le Canada français en particulier a été bâti non pas tant par des hommes cultivés, des disciples de Pythagore ou des admirateurs de Virgile, de Cicéron, de Lavoisier, de Gay-Lussac, que par des hommes de caractère. Chaque page de notre histoire nous en fournit un éclatant témoignage. Une seule force a permis à nos pères — à quelque degré de la hiérarchie sociale qu'ils appartenissent — de refouler les hordes sauvages, de vaincre la misère, de triompher dans la défaite et de pro-

gresser en s'enracinant au sol. Et cette force, sans laquelle toutes les autres se seraient liguées en vain, ce n'est ni le nombre, ni la richesse, ni même la haute culture intellectuelle, c'est la volonté; une volonté trempée comme un ressort, éclairée par une intelligence vive de leur situation, de leurs besoins, de leurs droits, de leurs devoirs, de l'œuvre à accomplir et des sacrifices à consentir, soutenue par une fierté inaccessible à l'idée même d'abdication ou de marchandage. Ils ont jeté les assises d'un grand pays et balaféré tout un continent de randonnées épiques, d'abord et surtout parce qu'ils l'ont voulu, sachant ce qu'ils voulaient. Ils n'ont pas étiqueté tous les arbres de nos forêts, catalogué toutes les herbes de nos prairies, — choses certes fort estimables en soi, — mais ils ont défriché la terre, l'ont ensemencée, et, sou à sou, ils ont accumulé la petite fortune qui constitue encore la part la plus nette de notre avoir. Ils n'ont pas ergoté à l'infini sur le doute métaphysique et le régionalisme en littérature, mais ils ont défini nos droits et sauvegardé le patrimoine moral dont nous vivons encore ¹.

Nos petits-fils pourront-ils nous rendre le même témoignage? Où sont nos La Fontaine? Où sont même nos Papineau? Nous apercevons bien, dans nos parcs publics, la statue de quelques-uns des magnifiques bâtisseurs de pays et sauveurs de peuples dont notre histoire raconte l'action. Combien peu souvent nous pouvons saluer leurs répliques dans notre élite! Ce qui fléchit chez nous, ce sont les forces spirituelles; la volonté, jadis

1. Disons d'une façon plus explicite et une fois pour toutes que nous ne sommes pas opposé à l'enseignement des sciences au collège classique, que nous n'ignorons pas tout le bien qu'accomplissent au milieu de nous les Marie-Victorin, les Baril, les Pouliot, les Parizeau, les Préfontaine et tous ceux qui se livrent à la recherche scientifique; que nous savons très bien aussi qu'il est nécessaire aujourd'hui d'étiqueter les arbres et de classer les herbes de notre territoire, etc. Nous ne nous opposons donc pas à la réforme demandée par les partisans du plus de science au collège classique, nous croyons seulement que ces réformes ne donneront de fruits que si l'on effectue d'abord l'autre — celle que nous réclamons plus loin.

notre seule force; l'intelligence de notre situation et de nos besoins, l'attachement à nos devoirs et le sens de nos responsabilités. C'est à ce point, qu'en tant que collectivité, nous manquons même de la simple formation naturelle, celle qui trouve son expression la plus rudimentaire dans l'instinct de conservation. Nos insuffisances intellectuelles? Elles sont une cause, certes, mais dans une série étroitement liée, et dont le terme initial est la faiblesse de caractère. L'avons-nous assez chanté que tous nos problèmes se ramènent à une question d'éducation? Par quoi nos rivaux des autres races sont-ils nos vainqueurs en ce pays? Par les forces de l'esprit ou par celles de la volonté? La race française est-elle moins intelligente que la race saxonne ou la race juive? Nos écoles sont-elles vraiment si inférieures aux écoles anglaises et aux écoles juives? La première réforme, celle qui s'impose, que nous devons réclamer et entreprendre, sans retard avec la plus rude énergie, c'est donc celle qui nous rendra, en même temps que l'intelligence de notre situation dont nous parlerons plus loin, la vigueur de caractère que nous sommes en train de perdre sans retour, — perte qui fait de nous d'éternels vaincus¹. Or, nous le demandons à ceux que préoccupent l'avancement intellectuel et le salut de notre collectivité nationale, en particulier, à ceux, réformistes ou non-réformistes, qui, à l'heure actuelle, s'agitent autour de la question de l'enseignement classique: l'introduction dans les programmes d'un peu plus de chimie, d'un peu plus de physique et de mathématiques, d'un peu plus de sciences naturelles — si opportune ou nécessaire qu'elle soit — nous donnera-

1. « Nos pères ont eu leurs problèmes, nous avons les nôtres, nous a-t-on fait remarquer. Vivant à une autre époque, nous ne pouvons être exactement ce que nos ancêtres furent! » Et pourquoi pas? Le milieu s'est transformé, les problèmes sont différents, une *adaptation* est nécessaire. Rien de plus certain. Mais quels que soient les problèmes, le milieu et le moment, la force qui permet à l'homme de vaincre, reste la même, la volonté, le caractère.

t-elle, et donnera-t-elle à la génération qui poursuit présentement ses études ce qui fait peut-être toute la différence entre nous et nos rivaux: 1° l'amour du travail, notamment du travail intellectuel; 2° le goût de l'économie; 3° le sens de la discipline et de l'ordre; 4° la persévérance; 5° le culte du devoir et le sens des responsabilités?

La cause première de nos retards, de la dangereuse lenteur de nos progrès, nous la mettrions tout d'abord au compte de la paresse intellectuelle. Quel gaspillage d'énergie ne pouvons-nous pas attribuer à ce défaut commun aux trois ou quatre dernières générations? Combien d'entre nous, doués d'aptitudes aussi fortes que variées, n'ont jamais dépassé le niveau de la médiocrité parce qu'ils n'ont pas voulu travailler? Nos études universitaires se limitent à la stricte formation professionnelle. Lire, se cultiver, se préparer à jouer un rôle dans la société? Foutaise! Heureux encore si, son diplôme en poche, on ne renie pas à jamais ses manuels et ses bouquins, si l'on comprend assez ses responsabilités pour se tenir au courant des progrès de sa profession. Sauf de très rares et partant très louables exceptions, nous avons peur des livres, peur de l'effort, peur de la fatigue, surtout de la fatigue du cerveau. Faites le tour des bibliothèques, des musées, de tous les endroits où l'on peut s'instruire autrement qu'en s'amusant et se récréant, et comptez ceux que vous rencontrerez là. Quelques rares individus (peut-être des étudiants dont le carnet mondain ou sportif est ce jour-là resté en blanc) travaillent ou se donnent l'air de travailler sérieusement. Quelques autres tuent le temps en bâillant dans un journal ou en feuilletant du bout du doigt un roman, ou la dernière livraison d'une revue à la mode. Et c'est tout! Directeurs d'œuvres sociales, de cercles d'études, de revues obligés de compter sur la collabora-

tion bénévole et même rémunérée, savent d'avance la réponse qui les attend aux portes où ils frappent: « Cela m'intéresserait, mais je n'ai pas le temps! Trop pris, trop de besogne. » Tout le monde chez nous est trop pris, trop occupé! Il n'y a que ceux qui travaillent à trouver toujours du temps pour travailler davantage: articles de revues, causeries, conférences, etc., ce sont toujours les mêmes qui signent, toujours les mêmes qui figurent. Or, comptez-les et réfléchissez. Personne n'a le temps de travailler, d'étudier, de se cultiver? Allez dans les cinémas, les théâtres, les salles de billards et de quilles, les clubs, et depuis quelque temps, sur les terrains de « golf-miniature »; assistez à quelques joutes de gouret, de lutte ou de boxe. Salles débordantes, foules, cohue! Tout le monde a du temps pour cela. Qu'est-ce à dire? Affaire d'intelligence ou affaire de volonté?

Et les quelques centaines d'étudiants qui fréquentent les cours spéciaux et les cours du soir? Ils ont du mérite, assurément. La Faculté de Philosophie reçoit bon an mal an 275 élèves; l'École des Sciences sociales, une centaine (plus le groupe des gardes-malades); la Faculté des Lettres, à peu près autant. Mais Montréal ne se vante-t-elle pas de son million d'âmes? Au surplus, combien (si l'on excepte les religieux et religieuses), vont jusqu'au bout? Quant aux cours du soir de l'École des Hautes Études, environ 500 élèves les fréquentent. A quelles matières s'inscrivent les quatre-cinquièmes d'entre eux? Aux matières dont la connaissance, espèrent-ils, leur vaudra de l'avancement et une augmentation de salaire: mathématiques, anglais, tenue des livres, etc. Motif louable, sans doute! Apprendre le français, acquérir des idées, se cultiver l'esprit? Combien parmi eux ne jugent pas cette préoccupation indigne d'eux, indigne même de notre époque? Oh! nous le savons, il y a bien les prétentions littéraires et artistiques de certains cercles et les

pâmoisons de commande devant la dernière tartine au beurre de Paul Morand ou d'André Maurois. « Ah! dé-li-cieux! Il faut avoir lu cela! » Eh! oui, afin d'en parler de travers et d'avoir l'air d'être à la page!

Que dire de l'esprit d'économie, cette demi-vertu de toute société bien ordonnée, cette vertu salvatrice des peuples pauvres? Serait-ce dans les homélies de S. Jean Chrysostome que nos jeunes gens apprennent à dissiper leurs sous et le bien de leur famille? Au fond des ballons qu'on propose de leur mettre entre les mains, découvriront-ils la règle de bon sens qu'ont appliquée tous ceux qui, depuis les temps immémoriaux, ont acquis de la fortune: vivre selon ses moyens? Si oui, bannissons S. Chrysostome et intronisons Berthelot. Que d'hommes d'affaires parmi nous roulent à la faillite sur des pneus-ballons? Combien d'ouvriers, de petits et moyens bourgeois laissent souffrir les comptes du boulanger et de l'épicier, afin de se procurer un luxueux ameublement, surtout de s'assurer l'enchantement quotidien d'un concert de jazz irradié de Chicago... ou de Saint-Hyacinthe? Même par ces temps de crise générale, de chômage et de misère, évaluez si vous le pouvez la foule qui ne cesse de s'engouffrer dans tous les endroits où l'on s'amuse, où l'on dépense. Avec les sommes que nous versons, en trois mois, aux cinémas de Montréal, nous aurions de quoi nous rendre maîtres du Tramway. En cette prodigalité folle, qu'importent demain et sa gêne possible? « On y verra alors. A chaque jour suffit sa peine. » Règle excellente, mais que l'homme du monde qui a quatre ou cinq enfants sur les bras ferait bien d'entendre intelligemment. « A notre époque, on ne peut vivre aussi simplement qu'autrefois. » Peut-être bien, mais comme autrefois, il faut acquitter ses comptes. « C'est si facile aujourd'hui de se procurer des choses — le crédit à la consommation, les offres alléchantes, irrésistibles. » En vérité! Tout le monde éco-

nomiserait si cela n'exigeait aucun effort. On multiplie les dépenses à une époque qui n'en finit plus de multiplier les besoins. Nos pères, paraît-il, n'avaient peur de rien tant que des dettes. Le plus pauvre d'entre nous a surtout peur de ne pas paraître riche. Et la génération présente, élevée dans un luxe excessif à une époque de prospérité facile, comment réagira-t-elle devant l'adversité, si demain les conditions changent ? Quelle attitude adoptera-t-elle devant le sacrifice rigoureux, mais nécessaire ? Prodigalité généralisée et ruineuse — indice d'un fléchissement également généralisé du caractère. Il faut de la volonté pour restreindre ses dépenses à la mesure de ses moyens. Toujours la volonté !

La prodigalité n'est d'ailleurs qu'un aspect d'un autre défaut bien caractéristique de notre race : le manque d'ordre et de discipline. Circulez dans nos villes, allez dans les campagnes même réputées prospères : le manque d'ordre et de discipline s'affiche à toutes les devantures : bâtiments délabrés, noircis, cours encombrées, clôtures branlantes, instruments aratoires éparpillés dans les champs, même enfouis sous la neige. Comment mettrions-nous d'ailleurs dans les choses un ordre que nous n'avons pas dans l'esprit ? Le même défaut se traduit par le débraillé de la tenue — chez soi et en public, même à l'église, — par le débraillé du langage — de grâce, n'insistons pas ! — par le débraillé des conversations — prêtez l'oreille autour de vous, dans la rue, le tramway, les réunions publiques et même dans les salons — par le débraillé des consciences — nous en reparlerons.

C'est le même défaut, conjugué avec l'inintelligence de nos devoirs envers la société et de nos intérêts, que nous retrouvons à l'origine de notre individualisme forcé — éternelle pierre d'achoppement de nos plus belles œuvres, de nos entreprises les plus nécessaires. Quelles difficultés n'éprouvons-nous pas à implanter chez nous

la coopération agricole ? Quelles sont les œuvres sociales qui peuvent compter sur l'appui unanime, non seulement du public, mais même de ceux que le succès de cette œuvre intéresse le plus ? Coopérer, c'est se soumettre à une discipline, se plier à une règle, c'est se fondre dans un tout, accepter un certain effacement de sa personnalité, c'est attendre son bien du bien collectif. Et nous sommes réfractaires à tout cela.

Si notre manque d'ordre et de discipline ne se manifeste pas plus dans les affaires qu'ailleurs, c'est pourtant bien dans ce domaine qu'il nous suscite le plus d'ennuis. Entrez dans une échoppe : saucissons, carottes et gâteaux voisinent dans une scandaleuse promiscuité. C'est un indice. On vous promet une livraison pour telle heure, vous la recevrez trois heures en retard. On fixe un rendez-vous ; on s'y rend, si l'on y pense, une demi-heure après l'heure dite. La ponctualité est la politesse des rois, mais c'est aussi une qualité rudement appréciable chez les sujets — et qui peut se monnayer. Un client entre dans un magasin — on le laisse attendre, parce qu'il faut tout de même finir l'histoire égrillarde qu'on est en train de raconter à son voisin ! Le client s'impatiente, s'en va ? Tant pis. Il se fâche ? On le rabroue. Il exige une promesse formelle ? On promet tout, et l'on tient... si l'on ne peut faire autrement ! Comme si la manière dont on traite un client ne contribuait pas à conserver sa clientèle tout autant que la qualité des marchandises qu'on lui vend. On se plaint que nos gens préfèrent acheter chez les étrangers. Faut-il aller chercher si loin l'explication ?

C'est entendu ! Nous sommes une race de *fondateurs*. Dieu sait si nous en avons fondé des entreprises et des œuvres de tout genre ! S'il nous en reste si peu à la fin, c'est peut-être qu'ayant beaucoup fondé, nous avons rarement persévéré. Le cas des journaux et revues d'idées

est typique. Que de revues mortes à la deuxième, à la dixième livraison! Notre histoire économique, depuis une quarantaine d'années surtout, est un perpétuel recommencement. Il existe chez d'autres peuples de véritables dynasties économiques — entreprises fondées il y a plusieurs vingtaines d'années et transmises de père en fils, les enrichissant tous, chaque génération y apportant sa part de développement et d'amélioration. Elles jouissent aujourd'hui d'un grand prestige. Nous nous pressons à leur comptoir. « Merveilleux! Superbe! cela vient de chez B ou de chez M ». Nous avons eu jadis de magnifiques exemples de persévérance tenace. Des hommes de notre sang, pénétrés de l'idée qu'une fortune ne s'acquiert pas en un jour, mais qu'elle résulte d'un travail persévérant et méthodique, ont créé des entreprises qui les ont enrichis, et ont longtemps été comme les piliers de notre organisme économique. Mais leur génération semble éteinte. Dans la plupart des cas, les entreprises ont été cédées à des étrangers sous prétexte que, paraît-il, la situation n'était plus tenable. Pourquoi, n'était-elle plus tenable, la situation? De deux choses l'une: ou bien la concurrence commerciale se fait chez nous, comme ailleurs, entre les maisons d'affaires, ou bien elle se fait entre les races, et nos concurrents n'auront naturellement de cesse que lorsqu'ils nous auront chassés du domaine des affaires. Si elle se fait entre les races, que vient-on alors nous prêcher sans cesse la conciliation, la tolérance, la coopération? Ces mots n'ont aucun sens, à moins que nous ne soyons disposés à nous laisser tondre de plus près et au plus vite. Mais si elle se fait entre maisons d'affaires, elle ne peut se faire que par les prix et la qualité. Pour tenir le coup, ne pas se laisser dépasser, toutes les maisons — les nôtres et celles des autres — doivent chercher à améliorer la qualité et à abaisser les prix. Et cela demande du travail, de la méthode, de l'étude. Tant et

tant, en vérité, qu'on a pu écrire que le métier des affaires exige de nos jours plus d'études et de formation intellectuelle que toute autre profession. Or, nous le savons, nous n'aimons guère cela, l'étude, la méthode, le travail!

Y a-t-il travers plus caractéristique des deux ou trois dernières générations, surtout de la génération qui s'apprête à monter aux affaires, que l'arrivisme? Et qu'est-ce que l'arrivisme, sinon l'aboutissement logique et pitoyable des défauts de caractères énumérés ci-dessus, — l'arrivisme, par définition, s'opposant à persévérance et même à discipline morale. C'est l'ambition démesurée, plus que cela, la frénésie du succès, mais du succès qui vous met des tas de gros sous dans les poches. Les autres succès, littéraires, artistiques, scientifiques, n'importent pas. Hanté par l'idée de gagner le plus d'argent le plus vite possible, on néglige tout le reste, y compris ses devoirs et ses responsabilités. Et nous en arrivons ainsi à parler d'un des indices les plus alarmants de notre situation actuelle, d'une de nos faiblesses les plus périlleuses. Nous l'avons mentionnée plus haut: le débraillé des consciences.

Nous l'écrivons cependant avec plaisir: notre population rurale est à ce point de vue, beaucoup plus saine que la population des villes. Elle n'est pas indemne, certes, et elle est rudement menacée de contagion — car, selon la juste observation de Lucien Romier, si la campagne résiste aux influences politiques de la ville, elle n'a que trop tendance à modeler sur elle sa physionomie morale, empruntant sans distinction ni discrétion aux citadins leurs coutumes, leurs modes, leurs mœurs, etc. Notre campagne n'échappe pas à cette règle. Mais elle demeure, encore, en dépit de certaines atteintes, la grande, la féconde réserve de nos forces physiques et morales, la magnifique espérance de la nation.

Nous n'en dirions pas autant, hélas! de la population urbaine, beaucoup plus exposée aux influences les plus

dissolvantes, directement et profondément ravagée par elles. Chez cette partie de notre population, — malheureusement aujourd'hui plus nombreuse que l'autre — le débraillé des consciences se reconnaît à des indices non équivoques, et cela, à tous les degrés de la hiérarchie sociale et dans toutes les sphères d'activité.

Le sens du devoir, de toute la gamme du devoir, semble obscurci, voilé, faussé. Qu'est devenue, par exemple, l'éducation familiale, l'éducation des enfants, le premier devoir de l'immense majorité des hommes et des femmes? Disparue ou à peu près. Les instituteurs vous diront qu'une fraction effarante des enfants inscrits chaque année dans les écoles n'ont aucune espèce de formation — sorte de pauvres petits costauds qui ont poussé jusque-là à la façon d'une plante en pleine forêt, avec toutes leurs malformations de caractère — bien plus, qu'ils perdent au fur et à mesure, dans leurs familles mêmes, le peu de formation qu'on tâche de leur donner. Le père, retenu à l'atelier ou au bureau, se décharge de ses devoirs sur la maman, et celle-ci sur une « bonne » ou sur la voisine — car vous savez, Madame doit sortir fréquemment! Le cinéma à 25 sous dans l'avant-midi (c'est important, la vie coûte si cher!), la tournée des magasins dans l'après-midi (une bonne ménagère doit être au courant de tous les *bargains*), les visites le soir et les euchres de charité (il faut tout de même se délasser — les enfants, c'est si fatigant!) Tous ces impérieux « devoirs » envers soi-même ne sauraient, en vérité, être négligés ou subordonnés aux devoirs envers sa famille! Passez dans les quartiers populeux et prêtez l'oreille aux gaminis et aux gamines qui s'ébrouent dans la rue. Et vous connaîtrez une des raisons pour lesquelles l'école primaire obtient chez nous de si tristes résultats.

Les Anglo-Saxons, hommes d'affaires avant tout, ont un précepte dont ils se trouvent, paraît-il, admirable-

ment: *It pays to be honest*. S'il faut en croire certaines rumeurs trop persistantes pour ne pas devenir alarmantes, nos hommes d'affaires et même nos hommes de profession ne le comprennent pas toujours ainsi. Plusieurs d'entre eux semblent croire que la rouerie, la ruse, la fraude plus ou moins légale sont beaucoup plus rémunératrices.

Et les devoirs envers la collectivité nationale? Combien parmi nous ont la préoccupation du problème national? Combien cherchent à savoir comment se pose ce problème? Combien soupçonnent que le fait d'être nés Canadiens français leur impose certains devoirs? Et combien parmi ceux qui savent ces devoirs sont disposés à les accepter jusqu'au bout? Aucun ordre de responsabilités peut-être ne donne lieu à plus de lâchetés. Pas nécessairement de ces grandes lâchetés qui vous décapitent leur homme — car, en cet ordre d'idées, il faut une certaine dose d'un certain courage pour être complètement lâche, lâche comme le sont ceux qui, ayant tout reçu de leur race, la renient et la méprisent, comme le sont certains de nos millionnaires qui, enrichis parfois même à force de battage de patriotisme, profitent de la première occasion pour nous vendre en bloc à la foire aux esclaves. Mais de ces petites lâchetés de rien du tout, de ces bonnes petites lâchetés de tous les jours, qui sauvegardent votre prestige et votre bon renom, mais qui, généralisées de bas en haut de la hiérarchie sociale — plutôt en haut, car il faut être intelligent pour doser ses turpitudes — saccagent jusqu'à la destruction la conscience collective.

Ce fut, avouons-le en toute candeur, un des effarements de notre initiation à nos mœurs publiques, que de constater jusqu'à quel point plusieurs d'entre nous ne semblent même pas, à ce point de vue, se douter des responsabilités attachées à leurs fonctions ou à leur prestige; que la sorte de désinvolture avec laquelle chacun

trouve moyen, en toute circonstance, de s'exonérer et de faire porter sur le voisin (pourvu que ce ne soit pas un homme en place) le poids de toutes les fautes, de toutes les erreurs, de toutes les faiblesses collectives. « C'est la faute à Papineau! » avaient coutume de dire nos grands-pères. « C'est *leur* faute », disons-nous, sans avoir le courage de nommer personne (sauf peut-être si les portes sont hermétiquement closes). Nous avons peur d'exprimer notre pensée, peur d'afficher nos convictions, peur de prendre une attitude et donc, peur de nos responsabilités et de nos devoirs. On salue à gauche, on salue à droite, on se tient en équilibre sur toutes les clôtures possibles et impossibles. « Si je dis ceci, on me répondra, » « Que deviendra ma situation si j'affirme cela, si je fais ou ne fais pas telle chose? » Eh! oui. Que deviendra le fromage que je gruge déjà, et celui que je voudrais bien gruger demain? Et l'on parle ensuite de « carence de la jeunesse »? On voudrait que les jeunes fussent ardents, combatifs, enthousiastes, entreprenants, studieux, patriotes, au courant de tous les problèmes nationaux? On reproche à la foule son ignorance, son apathie, sa veulerie? Allons donc! Est-on de l'élite pour trembler de tous ses membres au faite de sa tour d'ivoire? Est-on chef pour voiler sa pensée? A quoi sert de pleurnicher sur le dépérissement de notre langue, si on refuse de prononcer les mots qui sauveraient la langue en sauvant la race? Est-ce à la foule de donner des directives? Est-ce à la jeunesse de prendre les devants et d'indiquer la voie? Qu'on descende sur le terrain des faits, qu'on s'approche de la réalité où la vie palpite, et la jeunesse, qui aime la crânerie et les situations nettes, suivra... Instructions ou éducation...?

Nous sommes catholiques, n'est-ce pas? « Notre langue et notre foi », comme cela vous trousse une péroraison. Au fait, ne serait-ce pas plutôt notre langue qui

aurait besoin d'être troussée, émondée — notre pauvre langue anémiée, chargée de scories que des esprits biscornus, incapables de distinguer entre corruption et évolution, s'efforcent de justifier? Quant à notre foi... oh! rien à dire! Dieu sait si nous en dépensons de l'eau bénite et des rameaux. Nous est avis pourtant que de moins fréquentes et de moins régulières genuflexions, et un peu plus de fermeté et de raisonnement dans la croyance modifieraient sensiblement notre sens du devoir, et donc le sens même de notre vie. Est-il chose plus lamentable que la sorte de dédoublement qu'on remarque dans la personnalité morale d'un trop grand nombre de nos catholiques? Les indulgences de la Portioncule, certes, mais la duplicité en affaires! Les coups de chapeau à la croix des églises, et les coups de couteau dans ses engagements les plus solennels! De la foi, il en est parmi nous qui en ont... plein la bouche. Mais vivre sa foi, en nourrir sa pensée, en éclairer sa conduite; se faire des prescriptions de la morale un code que l'on consulte et que l'on respecte, c'est une autre affaire.

Il est pourtant quelque chose de plus lamentable encore si possible que cette poussiéreuse routine dans laquelle s'enlise la foi religieuse d'un trop grand nombre, et c'est la rapidité avec laquelle jeunes gens et jeunes filles y tombent dès la sortie des écoles et des couvents, quand ils ne dégringolent pas jusqu'à l'indifférence totale. Au pensionnat, durant ses années d'études, sous l'œil inquisiteur du cher Frère, de Monsieur l'abbé ou de Mère, on est confit de piété, tintinnabulant de médailles pieuses et de chapelets. On ne se retournerait pas à la chapelle pour tous les trésors de la Golconde; le monde et son impiété vous mettent le rouge au front. Six mois, trois mois, trois semaines après sa sortie de l'école, du couvent ou du collège, hélas! on ne vit déjà plus, sauf de rares

exceptions, que « du parfum d'un vase vide ». Quelques-uns — et ce ne sont pas toujours les plus estimables — conservent toutes leurs pratiques, dégénérées en simagrées stériles, simulacres de religion; d'autres n'en retiennent que ce qu'il faut pour ne pas attirer l'attention. — Cela paraît si mal de manquer la messe le dimanche! D'autres enfin se dépouillent de tout, croyance et pratiques, dès qu'échappés à nos milieux, ils surprennent à leur adresse un sourire railleur. Ils nous reviennent, pour la plupart, ceux-là, marchant sur la tête et, ce qui est pis, voulant à tout prix nous faire croire que c'est ainsi qu'un homme doit marcher. Et remarquez bien que nous parlons ici de la classe instruite, de tous ces hommes et de toutes ces femmes de qui les petits et les humbles sont censés recevoir lumière et direction. Encore une fois, regardons autour de nous. Où sont nos grands croyants dont la foi rayonnante inspire le respect et entraîne toute une génération? Où sont, par exemple, nos Pierre Termier? — magnifique poète de la terre, dont les plus belles pages scientifiques s'achèvent dans un émouvant acte de foi?

* * *

Paresse intellectuelle, prodigalité généralisée, manque d'ordre et de discipline, défaut de persévérance, sens amoindri du devoir et des responsabilités; qui niera que toutes ces déficiences de caractère, trop réelles chez nous, ne sont, pour une part immense, une part plus considérable que l'intelligence, à l'origine de nos difficultés de tous ordres? Qui niera qu'elles sont même à l'origine de nos insuffisances intellectuelles? Et c'est par un remaniement des programmes d'une certaine catégorie d'écoles qu'on prétendrait remédier à semblable état de choses? Et rien que par cela? Nous voulons croire, mais nous n'avons pas la foi inflexible du Centurion.

D'ailleurs, serons-nous donc d'éternels trainards ? Nous avons été romantiques cinquante ans après la mort du romantisme, et certain de nos poètes embrasse encore aujourd'hui la nature avec une émotion et des effusions depuis longtemps passées de mode. Voilà maintenant que de savants maîtres se demandent s'il ne serait pas opportun de mettre à l'étude chez nous la question de savoir si les sciences n'ont pas autant de valeur éducative que les lettres — question débattue en France et réglée depuis au moins vingt-cinq ans, et au surplus, que depuis six ans, sans bruit ni tapage, on s'efforce de régler chez nous même à la satisfaction de tout le monde.

II

LES CAUSES

Nos ancêtres étaient des hommes de caractère: l'histoire le rapporte; l'existence de notre peuple l'atteste. Dépourvus ou à peu près des ressources que notre époque est bien près de considérer comme les seules forces, les seules puissances: la richesse et l'instruction, ils ont néanmoins exploré tout un continent, jeté les assises d'un grand pays, accumulé, sou à sou, la petite fortune qui, répétons-le, constitue toujours la part la plus sûre et la plus féconde de notre avoir; ils ont défini nos droits et sauvé le patrimoine moral dont nous vivons encore. Peu riches, peu instruits, et, au surplus, peu nombreux, ils ont su tenir, ils ont su vaincre, parce qu'ils ont su vouloir — vouloir d'une volonté irréductible.

Or nous l'avons vu, nous ne saurions nous rendre le même témoignage sans réserve. Soumis aux influences d'un milieu, admettons-le, extrêmement corrosif, nous sommes en voie de perdre les fortes vertus qui sont toute l'explication de la résistance éperdue de nos ancêtres, de

leur montée magnifique en dépit de difficultés sans nombre, et la page que nous en écrivons comptera peut-être parmi les plus ternes de notre histoire. Pour peu que l'éveil tarde encore, nos petits-fils auront même le droit de s'interroger sur la sincérité de nos attitudes, la droiture de nos consciences.

A quoi attribuer ce fléchissement des forces spirituelles chez nous ? — des forces spirituelles sans lesquelles les autres peuvent très bien n'être que des causes de désagrégation et de dispersion. Seules, par hasard, l'insuffisance de notre formation scientifique et notre fidélité aux humanités classiques seraient-elles à blâmer ? Les responsabilités de l'état de choses actuel, au lieu de se concentrer sur un point de notre organisme social : l'enseignement secondaire, ne se répartissent-elles pas beaucoup plus largement et de bas en haut de la société ? Ne portent-elles pas sur des têtes qui ne s'en doutent pas, ou en tout cas, font mine de ne pas s'en douter ? Sommes-nous même toujours entièrement blâmables ? N'oublions pas que s'il en est, parmi les déficiences de caractère analysées plus haut, qui sont acquises — tels la prodigalité et le manque de persévérance — il en est aussi que les épreuves et les rigueurs de notre existence ont accrues — telle la paresse intellectuelle — ou que la race porte pour ainsi dire dans le sang — tel le manque d'ordre et de discipline. Ces défauts, acquis, amplifiés et innés, pèsent aujourd'hui sur nous, obscurcissent notre sens du devoir et, se traduisant par l'infatuation et la satisfaction de nous-mêmes, préviennent ou paralysent les réactions libératrices.

M. l'abbé Groulx — un des très rares hommes de chez nous à avoir en même temps que la préoccupation, une intelligence lucide du problème national — nous le rappelait l'année dernière dans une conférence comme il en sait faire, chargée de pensées et de réflexions : nous sommes

presque tous fils, petits-fils ou arrière-petits-fils d'ignorants et d'illettrés. Relatant, ce soir-là, les épisodes saillants de l'histoire on ne peut plus pénible de notre école française et catholique et les innombrables rebuffades que nos pères ont eu le courage et la douleur de subir avant de faire reconnaître définitivement leurs droits, M. Groulx marquait, en même temps, les étapes de la régression intellectuelle qui devait nécessairement résulter de ces luttes prolongées. « C'est le propre de tous les maux, sans en excepter l'ignorance, d'aller s'aggravant pour peu qu'on cesse de les combattre, disait-il, tout comme il est avéré que le mal de l'ignorance ne saurait s'introduire dans un corps social sans en *affecter à la longue tout l'organisme, et jusqu'en ses parties morales*. Voilà bien en tout cas ce qu'il advint à notre petit peuple. La première génération canadienne qui suivit la conquête avait sans doute souffert de son ignorance; la deuxième s'y résigne, en attendant que la suivante s'y complaise. C'était la courbe inévitable. » Et cette misère ne remonte pas à plus d'un siècle! Comme cette constatation, comme ce fait historique, explique, éclaire bien des choses. Nous n'aimons pas l'étude, nous avons une sainte horreur des livres? Faut-il tant s'en étonner? Fils ou petit-fils de gens qui, « tout comme les grands seigneurs du moyen-âge, semblaient mettre quelque orgueil à avouer leur ignorance », nous devons, sur le plan intellectuel, remonter la pente descendue par trois ou quatre générations antérieures. En ce domaine comme en tout autre, il faut plus d'efforts, il faut plus de temps pour remonter une pente que pour la descendre. Or, nous n'avons d'écoles organisées que depuis à peine trois générations. Il s'ensuit que seules, parmi nous, de très rares exceptions ont grandi dans une atmosphère d'étude, ont hérité du goût de l'étude, du culte des livres et même d'une conception à peu près nette de la culture intellectuelle.

On remarque bien en quelques milieux une vague appréciation du savoir. Mais de quels motifs s'inspire-t-elle ? Le rendement d'abord, la gloriole ensuite. Un homme instruit gagne ordinairement plus d'argent qu'un cultivateur ou un ouvrier ; puis il est honorable de compter dans sa famille un prêtre, un avocat, un médecin, surtout si ces derniers s'occupent de politique et *font* des discours électoraux. Nous comprenons certes toute la satisfaction, toute la fierté que peut ressentir un catholique de compter un prêtre parmi ses enfants. Mais cela ne change rien à notre point de vue, puisque cette fierté s'inspire d'un autre motif. Sur le plan proprement intellectuel, les aspirations de nos gens ne vont pas plus haut, parce que d'une façon générale on croit que la prêtrise, la médecine et le droit sont le sommet des sommets où l'instruction peut porter un homme. C'est tellement le cas, qu'on ne serait pas plus fier que cela de celui de ses enfants qui embrasserait les carrières économiques, même s'il devait, pour réussir, se donner une formation intellectuelle tout aussi poussée que celle de l'avocat ou du médecin. On considère généralement comme devant être très instruit celui qui détient un parchemin quelconque, fût-ce un simple diplôme d'instituteur. D'où le respect et la considération dont on entoure dans nos villages et même dans nos petites villes le notaire, l'avocat et même le gérant d'une succursale de banque. Nos gens n'aspirent pas plus haut pour eux-mêmes ou leurs enfants, parce qu'ils ne voient pas plus haut. Mais alors, quelle ambition intellectuelle, quelle ardeur à l'étude de tels parents peuvent-ils donner à leurs enfants ?

Pénétrez d'ailleurs dans les trois-quarts et demi de nos foyers et visitez la bibliothèque ou ce qui en tient lieu. A la campagne, certaines revues pieuses (des « annales » comme on dit, et qui, à un point de vue particulier, ont leur valeur), et les catalogues de tel ou tel

comptoir postal; à la ville, rien du tout, ou des journaux dont nous parlerons dans un instant. Des livres, des revues qui nourrissent l'intelligence, la fortifient? Rarement, pour ne pas dire jamais¹. Or peut-il en être tout à fait autrement, vu les dispositions d'esprit de nos ancêtres immédiats à l'égard des livres, leur conception de la formation intellectuelle? Quand on se complaît dans l'ignorance, on ne peut guère communiquer à ses enfants le goût de la lecture et de l'étude. Et les enfants d'aujourd'hui grandissent dans cette atmosphère, ayant sous les yeux l'exemple de parents absorbés tout entiers par leurs soucis professionnels et complètement étrangers aux préoccupations de l'esprit; par quel hasard prodigieux en arriveraient-ils à avoir le goût inné de l'étude, la passion des idées? Même chez nos gens instruits, on ne distingue pas toujours entre culture intellectuelle et compétence professionnelle. On se croit cultivé parce qu'on peut pratiquer une opération chirurgicale, rédiger un contrat ou plaider une cause avec un certain brio. Nous remontons une pente. Dieu sait quand nous en aurons atteint le sommet. On le voit, si la paresse intellectuelle entrave toujours nos progrès, intellectuels et autres, et si elle ne se justifie plus, elle s'explique encore dans une certaine mesure. Et ce que nous disons ici de la paresse intellectuelle, nous pourrions le dire en partie du moins des autres déficiences de caractère analysées précédemment, car, ainsi que l'explique M. l'abbé Groulx, cité plus haut, « le mal de l'ignorance ne saurait s'introduire dans un corps social sans affecter à la longue tout l'organisme, et jusqu'en ses parties morales ».

Nous pourrions le dire avec d'autant plus de vérité que des influences diverses ont entravé le relèvement intellectuel des générations précédentes. Peu portées à

1. N'oublions pas cependant les bibliothèques paroissiales. On nous assure qu'en certaines paroisses rurales, ces bibliothèques sont très fréquentées. Tant mieux!

l'étude, satisfaites mêmes de leur ignorance, ces générations ont eu, par-dessus le marché, l'intelligence obscurcie, la volonté anémiée et la conscience faussée d'une part par la partisanerie politique, d'autre part par ce stupéfiant moderne des esprits qu'un euphémisme, comme seule peut-être notre époque sait en trouver, désigne sous le nom de presse à sensation.

Vice nécessaire du parlementarisme — car on ne saurait concevoir le régime parlementaire sans partis politiques, les partis politiques sans l'esprit de parti et l'esprit de parti sans l'aveuglement des foules — la partisanerie politique, en faussant chez nous la conscience collective a, du même coup, aboli tout un pan de la conscience individuelle et préparé la « démission de l'élite ». Il existe sans doute — et nous en connaissons — des hommes de parti qui conservent une vue parfaite de leurs devoirs envers la collectivité et savent opter dès que les exigences du parti viennent en conflit avec ces devoirs. Mais combien rare est leur cas. La foule ne réfléchit ni ne raisonne; elle a tôt fait de confondre l'intérêt du parti et l'intérêt de la patrie, de subordonner celui-ci à celui-là — et, cela, d'autant plus lestement que l'intérêt du parti se confond souvent lui-même avec l'intérêt particulier d'un groupe ou d'une classe, tandis que l'intérêt de la patrie échappe à ces préoccupations mesquines. Même en Angleterre, pays, paraît-il, des fortes traditions politiques et patrie séculaire du parlementarisme, n'assiste-t-on pas depuis vingt-cinq ans — c'est-à-dire depuis l'extension du suffrage à la nation entière — à un glissement à gauche qui ne peut être que le résultat de l'aveuglement des masses populaires munies de l'arme à deux tranchants qui s'appelle le droit de vote ?

Dans une population aussi peu éclairée que l'était la nôtre il y a cinquante ou soixante ans, le parlementarisme ne pouvait pas ne pas engendrer la partisanerie politique

la plus outrée, et celle-ci, ne pas avoir des effets pervers. Nous l'avons dit, elle a faussé la conscience collective et, du coup, brisé le plus puissant ressort de la prospérité sous toutes ses formes, entravant notamment le relèvement intellectuel de trois ou quatre générations.

A la notion de patrie, celles-ci ont substitué la notion de parti; à la personnalité nationale, celle des idoles politiques, à la fierté nationale, une vague sentimentalité débouchant dans l'infatuation et la satisfaction de soi-même; au bien collectif, le bien particulier des individus et des coteries. Un peuple satisfait de lui-même, satisfait de son sort peut-il progresser? Nos efforts durant un demi-siècle se sont dispersés en vaines querelles. C'était le temps où la politique épuisait toutes les aspirations intellectuelles et autres de la jeunesse; où l'esprit de clan s'infiltrait partout, se manifestait jusque dans les fonctions apparemment les plus éloignées de la politique: le choix d'un commissaire d'école, d'un marguillier de paroisse; où nos gens, par milliers, traversaient la frontière, salués au départ par une aménité hautement significative de l'état des esprits: « C'est la canaille qui s'en va. » Bref, c'était le temps où la politicaillerie triomphait de la politique. La sauvegarde de nos droits, l'organisation de notre vie économique, le relèvement intellectuel des classes populaires et même de l'élite: préoccupations qui échappaient aux intelligences émasculées par la sophistique politicienne, et auxquelles ne daignaient pas s'intéresser les chefs de partis, trop souvent occupés à corrompre les mœurs électorales. Un Chapleau pérorait et la foule tré-pignait d'aise, croyant saluer en lui le plus grand orateur, le plus grand politique des temps modernes. Un Crémazie et un Fréchette poétisaient et, recueillie, la même foule admirait sans réserve: « glorieuse ferblanterie » (Asselin *dixit*) qu'elle comparait volontiers à la fine fleur de la littérature française et de la littérature tout court. Nous

le répétons: un peuple si content de lui-même peut-il progresser rapidement, bien plus, se constituer une élite qui l'éveille et l'entraîne ?

La partisanerie politique prépara chez nous et consumma l'abdication de l'« élite » ou de la classe qui alors en tenait lieu: celle des hommes de profession et des hommes d'affaires. Celui-là avait vraiment réussi qui était parvenu à la tête de son parti dans le pays, dans la province, son comté, sa paroisse, et ainsi tenait la clef du « patronage ». Chacun alors de se trémousser, de s'agiter, de tirer des ficelles, de tendre des pièges, et même de corrompre des consciences, afin de se hisser au premier rang dans son patelin. Le parti et le triomphe du parti seuls importants, pourquoi se mettre martel en tête au sujet des problèmes nationaux ? On ne les étudiait, ni ne voulait les étudier, l'éloquence populacière suffisant à tout. Passait d'ailleurs pour fanatique et démagogue celui qui osait aborder ces questions devant les assemblées électorales autrement que pour vanter, sur le ton lyrique, la prospérité, le bonheur, la haute intelligence de la population. Nous nous reconnaissons de multiples obligations envers le parti, et se perdait à jamais dans l'estime publique quiconque « virait son capot » ; nous ne nous reconnaissons envers la collectivité nationale de devoirs autres que celui de chanter la gloire des aïeux et de dormir sur leurs lauriers. Nous avons des légions de politiciens; nous n'avons guère de chefs. Nous avons des états-majors de parti comptant parfois des hommes d'une certaine valeur; nous n'avons plus d'élite. Or, un peuple vaut par son élite.

Il appartenait à la presse à sensation de compléter le désaxage des intelligences ainsi commencé par la partisanerie politique. Nourrie à la crèche, dépourvue d'esprit public et d'esprit tout court, disposée à toutes les prostitutions, prête à remuer toutes les fanges pour se

procurer des sous, cette presse nous aura fait plus de tort que toutes les forces extérieures et toutes les faiblesses intérieures réunies. Ce n'est pas sans effroi qu'on s'arrête à songer que la sanie véhiculée par ces larges bouches d'égout, constitue toute la nourriture intellectuelle d'une immense partie de notre population. Réfléter l'opinion, c'est-à-dire la rue, tel est le rôle qu'elle s'est attribué. Mener le peuple s'abreuver chaque jour au ruisseau, telle est la fonction dont elle s'acquitte, on le sait hélas! avec quel succès grandissant. Complétée par le cinéma américain et l'appuyant, elle a détruit dans l'esprit de nos gens la saine notion des choses, faussé le discernement, renversé l'échelle des valeurs, abâtardi et aveuli la conscience individuelle, et, tenant en échec l'enseignement religieux lui-même, éveillé dans les couches profondes de la société l'attrait des vices les plus dégradants, en en faisant et refaisant sans cesse le tableau cynique et alléchant, propagé enfin dans toutes les classes, le goût du luxe et des plaisirs, ainsi que le matérialisme le plus destructeur. Et cette œuvre de démoralisation, d'abrutissement intellectuel et moral, elle l'avait déjà commencée il y a vingt ans, il y a trente ans. C'est à se demander, grâce à quelle intervention spéciale de la Providence une population aussi mal éclairée que l'était la nôtre à cette époque n'a pas sombré tout entière dans un abêtissement sans espoir; comment même elle a réussi à s'élever un peu au-dessus de ses propres misères et à reprendre, un moment donné, conscience de sa situation. Car on voit le jeu de ces influences diverses: l'ignorance des masses populaires, postulant en quelque sorte celle des politiciens; ceux-ci outrant la partisanerie politique et, afin de masquer leur ignorance et de sauvegarder leur popularité, détournant l'attention des problèmes nationaux, au premier rang desquels figurait le relèvement intellectuel de la population — le tout baignant dans une atmosphère

de niaiserie et d'infatuation soigneusement entretenue par la presse à sensation soucieuse elle aussi de sa popularité et de sa caisse. Ah! on se plaint de la lenteur de nos progrès intellectuels. Si on s'arrêtait à réfléchir! Peut-être n'en attribuerait-on pas toujours la responsabilité à l'enseignement à tous ses degrés.

Il a fallu les grands coups de tocsin du nationalisme naissant pour nous tirer du lourd sommeil dans lequel nous avait plongés l'action concertée de la partisanerie politique et de la presse populaire. Épisode glorieux dans le chapitre le plus décevant de notre histoire, cette « tentative de saisir le peuple aux entrailles » n'aura néanmoins obtenu qu'un demi-résultat. Fort de la force incoercible de ses principes, le nationalisme a jeté le trouble et la crainte dans l'esprit des politiciens de sixième zone qui entretenaient la naïveté populaire parce qu'ils en vivaient, et dispersé la cohue des quémandeurs et des affamés de toutes sortes qui rôdent sur les confins de la politique comme les rats autour d'un fromage. Il a ramené notre population à un sens un peu plus net de sa situation et des dangers qu'elle comportait. Faible cependant de la faiblesse de ses propres initiateurs et divisé contre lui-même, il s'est dispersé avant d'avoir accompli toute son œuvre. S'il nous a rudement secoués, il ne nous a éveillés que d'un œil. Il a duré assez longtemps pour provoquer dans la jeunesse un enthousiasme prometteur, pas assez pour « désempaucher » à jamais les politiciens au profit des politiques, nettoyer et revigorer les esprits salis et anémiés par la presse dite d'information, pas assez surtout pour endiguer la désastreuse expansion de celle-ci, en provoquant dans toutes les classes de la société un salutaire haut-le-cœur. Il a duré assez longtemps pour éveiller un peu le sens national et la conscience collective, pas assez pour nous donner la doctrine pleine, irrésistible qui rallierait toutes les intelligences, toutes les énergies

et redresserait définitivement notre orientation. Par sa dispersion prématurée, ce mouvement aura même contribué à jeter le désarroi dans les esprits, en suscitant dans tous les milieux des théoriciens de l'organisation nationale que sa présence reléguerait à la place qui leur revient, soit de la deuxième à la trente-sixième.

Car c'est un fait que notre grande faiblesse actuelle en tant que collectivité tient surtout, outre nos déficiences de caractère, au désarroi des esprits et à l'anarchie des idées en matières d'orientation nationale, et que ce désarroi, cette anarchie contribuent pour beaucoup à éloigner notre jeunesse des préoccupations de cet ordre, et à la plonger jusqu'au cou dans l'arrivisme vers lequel elle est déjà si fortement attirée. Autant la jeunesse, répétons-le, aime les situations nettes, et s'enthousiasme pour les chefs qui payent de leur personne, autant elle se détourne des peureux, des équilibristes qui pivotent sans cesse sur les talons, se perdent dans les nuances et les subtilités d'une doctrine dont ils cachent avec soin les fondements. Nous pouvons dire la même chose du public en général. Or, c'est précisément ce qui se produit sous nos yeux, ainsi que nous le verrons plus loin. La confusion régnant dans les intelligences, comment veut-on que la fierté s'affirme et que la volonté entraîne ?

Ainsi ballotés plus que guidés, tiraillés par des influences à la fois contradictoires et déprimantes, nous avons cheminé à travers cinquante ans d'histoire sans but défini, les « bras ballants ». *Et nous en arrivons aujourd'hui à cette constatation apparemment paradoxale pour quiconque ignore les revanches impitoyables de la réalité sur l'idéologie: nous avons amélioré notre enseignement; nous avons relevé le niveau intellectuel et le niveau de vie de notre population; nous avons formé des hommes qui, individuellement, ont réussi dans certaines branches particulières d'activité: hommes d'affaires qui se sont enrichis, artistes qui*

ont acquis de la réputation, ingénieurs qui se sont assuré des situations enviables; nous avons plus d'hommes cultivés qu'autrefois; et cependant, en tant que collectivité distincte, nous n'avons pas renforcé nos positions, au contraire! Notre situation, comme groupe ethnique, est aujourd'hui plus précaire peut-être qu'elle ne l'a été à aucun moment de notre histoire, non pas parce que nous n'avons pas progressé du tout ou de certaine façon, mais parce que nos progrès ne se sont pas accordés au rythme général et qu'ayant avancé, nous sommes néanmoins plus en retard que jamais; qu'en même temps que les forces extérieures, celles qui nous refoulent, nous minent et, en tant que collectivité, nous menacent de domination et de dispersion, grandissent à vue d'œil, nos forces de résistance déclinent et nous échappent, parce qu'elles ne sont ni ordonnées ni coordonnées.

Il serait trop facile d'établir que nos échecs successifs nous ont rejetés, par rapport à notre entourage, dans une infériorité alarmante, et, nous réduisant au rôle de serviteurs, nous privent de nos propres forces, plus que cela, les font servir contre nous.

Qu'on jette un coup d'œil sur notre situation économique, puis, réfléchissant durant cinq minutes à ce qui se passe autour de nous, qu'on se demande quelle répercussion notre infériorité persistante à ce point de vue ne finira pas par avoir quelque jour, n'a pas déjà, dans l'ordre national et politique où se jouent nos destinées collectives, et dans l'ordre social, si étroitement apparenté à l'ordre moral et même religieux, où sont groupés les raisons qu'en tant que peuple, nous pouvons avoir de vouloir durer, de vouloir grandir? Qu'on se demande aussi si certains de nos plus beaux efforts ne se retournent pas contre nous, du fait précisément de notre infériorité persistante, plus que cela, grandissante. Nous avons formé des hommes d'affaires qui se sont enrichis, nous en formons qui sont en voie de s'enrichir. Avons-nous

un organisme économique complet? Nous avons formé des ingénieurs qui se sont créé une réputation enviable. Avons-nous une industrie nationale? Nous avons même formé des artistes de tous ordres qui ont acquis de la réputation. Avons-nous un art national?

C'est par l'art, en effet, nous répète-t-on, que nous nous révélerons à l'étranger. Exemple: l'architecture. En voilà une qui nous révèle à l'étranger! Quel symbole! « Il nous faut une littérature nationale, une musique nationale, une peinture nationale, une architecture nationale, un art national. » Rien de plus juste! Mais espère-t-on une littérature, une musique, une peinture, une architecture, un art national, sans une pensée nationale? « Depuis assez longtemps, aurait déclaré quelqu'un de haut placé, nous travaillons à conserver la vieille maison; le temps est venu de l'orner. » Formule heureuse, en vérité! Mais tout le bonheur est dans la formule? Qu'est-ce que l'art? l'expression d'une pensée, d'un sentiment, d'une parcelle de vie. A pratiquer l'art pour la beauté, nous risquons fort de ne jamais dépasser le bibelot et le pastiche, de peindre toujours des paysages de chimère comme en peindrait n'importe quel Américain ou Africain qui aurait eu un mauvais rêve. Nous avons vu, quelque part, des gâchis de peinture, qu'on nous disait être de l'art moderne. « Vous verrez, ces tableaux passeront à la postérité. » Alors, plaignons la postérité! Plaignons-la davantage encore si elle doit se pâmer d'admiration devant les innombrables « poivrières » et corniches de tôle dont nous ornons (?) nos maisons. « Il ne faut admettre dans un édifice, disait Fénelon, aucune partie destinée au seul ornement, mais visant toujours aux belles proportions, on doit tourner en ornement toutes les parties nécessaires à soutenir un édifice. » Si notre vieille maison n'est pas belle, c'est qu'elle ne reflète plus les particularités de notre génie. Ce n'est pas en l'ornant pour l'orner

que nous l'embellirons, mais en la marquant à notre cachet, et en restituant toutes ses parties à leurs fonctions. Elle sera belle par l'harmonie de ses lignes, de ses proportions, par son adaptation en ses moindres détails à sa fin propre. Elle sera elle-même à la fois son originalité, sa solidité et sa beauté. Les placages, même les mieux imaginés, ne seront toujours que des placages.

Ainsi de notre vieille maison morale, si belle et si forte jadis, aujourd'hui si délabrée. Elle s'épanouira de nouveau en beauté quand nous lui aurons rendu sa force en ordonnant toutes ses parties à ses fonctions et à sa fin propre. Un art national? Une économie nationale? Nous en aurons quand nous aurons une vie nationale, nous aurons une vie nationale quand, dans le cerveau de la race, c'est-à-dire dans l'élite, germera une pensée nationale capable de vivifier l'organisme entier.

Et nous touchons ainsi à la racine du mal: l'absence chez nous d'une pensée, d'un esprit national, disparu avec l'élite abdiquant il y a cinquante ans sous les coups conjugués de la partisanerie politique et de la presse à sensation. Les influences du milieu, l'américanisme avec tout ce qu'il comporte de plus malsain, de plus dissolvant, n'ont eu tant de prise sur nous, que parce que nous avons manqué de direction, que parce qu'une pensée vigilante a cessé de nous guider et de nous entraîner. Pour éduquer, il faut un but et des convictions. N'ayant plus de but national, comment aurions-nous des convictions nationales? Faut-il s'étonner ensuite si tant d'entre nous ne se doutent pas que le fait d'être nés Canadiens français leur impose certains devoirs, certaines responsabilités, si de génération en génération, le nombre grandit sans cesse des jeunes hommes qui sombrent dans l'arrivisme le plus complet?

L'être collectif n'apparaissant plus aux intelligences émasculées par dix théories contradictoires, que comme

un vague fantôme, une abstraction purement idéologique, chacun s'en détourne comme d'une chimère et s'accroche à son moi, comme à la seule entité réelle qu'il exalte et veut faire triompher, fût-ce au prix de l'écrasement général. De là les variations, de là les dispersions qui se traduisent dans l'ordre des faits par l'éparpillement de nos forces, l'émiettement de notre fortune collective et la désagrégation de notre individualité nationale.

Or nous aurons une vie nationale et tout ce qui s'en suit, quand les jeunes générations recevront une formation qui, leur révélant cet être collectif, leur apprendra en même temps leurs devoirs et leurs responsabilités envers lui, en d'autres termes lorsque nous aurons introduit dans l'enseignement à tous ses degrés le *point de vue national* et que nous aurons ainsi soumis toutes nos forces : forces de résistance et forces d'action, à la discipline de l'*éducation nationale*. Qu'on tourne et retourne le problème tant qu'on voudra, qu'on l'examine sous tous ses aspects, on aboutira toujours à cette conclusion : nous ne sommes si faibles collectivement que parce l'activité particulière ne s'ordonne pas chez nous au bien collectif ; et notre activité particulière s'exerce ainsi à la débandade, en ordre dispersé, parce que nous manquons de direction, et nous manquons enfin de direction, parce qu'une pensée nationale a cessé d'éclairer le cerveau de la race, c'est-à-dire l'élite.

Continuons certes à former des hommes d'affaires qui s'enrichiront, — peut-être, cela s'est vu — en vendant leurs entreprises aussitôt fondées, ou en achetant les entreprises existantes pour les revendre à l'étranger. Continuons certes à former des ingénieurs de toutes catégories qui occuperont des postes élevés dans les maisons de nos rivaux. Nous rendons au moins ainsi aux individus des services qui justifient la peine que nous nous donnons pour entretenir et développer nos grandes écoles. Entre-

prenons même de former des hommes de sciences dont quelques-uns acquerront peut-être une réputation internationale. Nous prouverons ainsi au monde qu'autant que toute autre race nous avons l'intelligence et que nous pouvons, nous aussi, manier les grandes affaires, concevoir de vastes entreprises et les diriger, comprendre les problèmes scientifiques et même contribuer aux progrès de la science. Peut-être même finirons-nous en outre par nous prouver à nous-mêmes que nous faisons ainsi fausse route, et travaillons au bénéfice de nos concurrents. Continuons certes, mais ôtons-nous de la tête l'illusion que tant que nous n'aurons pas vivifié notre enseignement en y introduisant implicitement et explicitement le *point de vue national*, que tant que nous n'aurons pas vaincu notre individualisme en soumettant nos forces, toutes nos forces, à la discipline de l'*éducation implicitement et explicitement nationale*, nous pourrons donner des chefs à notre petite collectivité. L'histoire des cinquante dernières années et notre situation présente l'attestent hautement. Et lorsque nous aurons étonné le monde par la puissance de nos hommes d'affaires et le génie de nos savants, le monde ne s'étonnera plus d'apprendre qu'en tant que peuple nous vivons pourtant dans le servage, prostrés sous tous les jougs, subjugués par toutes les forces, lorsqu'il saura que ces hommes d'affaires et ces savants n'étaient que des égoïstes, incapables de comprendre leur rôle et leurs devoirs de chef, parce qu'une éducation vidée de tout esprit national ne les leur avait pas révélés. Remanions les programmes, nous n'y voyons aucune objection! Introduisons-y plus de sciences, au moins enseignons-les mieux, nous ne nous y opposons pas, au contraire, car encore une fois, nous rendrons ainsi de précieux services à quelques individus en leur ouvrant des voies nouvelles où leur individualisme et leur arrivisme trouveront à se satisfaire. Mais ôtons-nous de la tête la pensée qu'ayant

remanié les programmes sans modifier l'esprit de l'enseignement, nous aurons fait quoi que ce soit pour le bien de la nation.

* * *

Or qui ne voit que nous sommes engagés dans un cercle vicieux dont chaque tour aggrave la sorte d'écartèlement dont nous parlons plus haut. L'éducation familiale, nous l'avons écrit, n'existe pour ainsi dire plus, surtout dans les villes, emportée par le déferlement de l'américanisme et par les flots de niaiseries, d'insignifiances, d'abrutissement intellectuel et moral que la grosse presse, la presse épaisse, déverse chaque jour dans les foyers. Une génération entière pousse comme elle peut, dans une atmosphère viciée, avec toutes ses malformations de caractère. Cette génération suivons-la à travers le cycle entier des études, depuis l'école primaire jusqu'à l'Université.

L'instituteur est ce qu'il est, probablement un brave bougre plein de bonne volonté, mais que sa formation n'a sûrement pas affranchi des défauts et déficiences de caractère de sa race, car en ce cas, il serait — le bienheureux! — une exception parmi nous. Si l'on en juge par l'assistance aux cours de perfectionnement organisés par la Commission des Écoles catholiques de Montréal, il n'a certainement ni beaucoup d'ardeur à l'étude ni un sens très éveillé de ses devoirs et de ses responsabilités.

Il tombe à ce point de vue dans la règle commune. Comment alors donnera-t-il à ses élèves ce qu'il n'a pas lui-même? Comment les corrigerait-il de défauts qu'il porte lui-même sans peut-être savoir qu'ils sont à l'origine de sa propre faiblesse, comme ils sont à l'origine des échecs et des faillites de la plupart de ses compatriotes? Au surplus, l'instituteur laïc est un mal payé — grande erreur des prodiges que nous sommes par ailleurs. Mé-

content bien souvent, il ne fait pas sa besogne (ceci, on l'entend bien, ne peut faire figure de règle générale), mais s'en débarrasse en rechignant, les yeux fixés sur l'horloge, souhaitant qu'il soit quatre heures, quand il n'en est encore que deux, afin de courir au plus vite aux occupations accessoires grâce auxquelles il augmente son revenu. Que de plaintes répétées à ce sujet, et que de plaintes fondées!

Et la préoccupation du problème national? Pourquoi l'aurait-il plus que la masse du peuple, plus que l'élite elle-même? Pour inculquer à ses élèves des principes bien définis à ce point de vue, il lui faudrait, nous l'avons dit, un but et des convictions. Lui en a-t-on assigné, à lui, un but, lui en a-t-on donné des convictions, si dans les hautes sphères où se décident les destinées de la nation, on ne s'est encore mis d'accord ni sur le but à atteindre, ni sur les moyens à prendre pour y arriver? Pourquoi serait-il plus éclairé que ceux-là mêmes qui sont chargés de l'éclairer? Le point de vue national existe sans doute implicitement à l'école primaire par le fait que l'enseignement se donne en français et qu'il y règne une vague sentimentalité que satisfait le chant périodique de l'hymne national. Il n'y existe pas explicitement, en ce sens que si l'on tâche de former des hommes, on ne cherche pas à former des Canadiens français.

Entre l'instituteur et l'élève s'interpose le programme — un beau programme que nous n'en finissons plus de remettre à neuf par des remaniements, polissages et repolissages, y ajoutant quelque chose à chaque opération. Chargé, le programme, et rigoureusement divisé, sectionné! Tant de pages d'histoire, de grammaire, de-ci de-ça, par mois, par semaine, par jour. Or il faut le *voir!* La moyenne des élèves peut-elle, ne peut-elle pas se l'assimiler? Cela n'importe pas: il faut *voir* le programme, c'est-à-dire le fourrer à dose quotidienne, hebdomadaire,

mensuelle, prévue et déterminée en haut lieu, dans le crâne des élèves normaux ou anormaux.

Il y a en géographie, en histoire, dans le catéchisme, un vocabulaire que les élèves ignorent. Il conviendrait de leur révéler le sens des mots, de vivifier l'enseignement par des explications collectives et même individuelles. Pas le temps! Tel extrait d'un bon auteur, dans le livre de lecture, fournirait une excellente occasion de signaler aux élèves la beauté, la finesse, la précision de la langue française, toutes les raisons qu'en particulier nous avons, nous, de l'aimer, d'en être fiers, de la respecter, donc de la bien apprendre et de la bien parler. Pas le temps! Il faudrait reprendre les élèves, les habituer à prononcer, à articuler. Pas le temps! Telle page d'histoire du Canada comporte une belle leçon d'énergie, de fierté: il faudrait la dégager, en faire bénéficier les élèves. Pas le temps! Tel chapitre de géographie se prêterait bien à des considérations appropriées sur la nécessité pour un peuple d'être maître chez lui, maître de ses ressources, de son commerce, et sur le devoir qu'ont les hommes d'affaires d'organiser leurs entreprises, non seulement en vue des bénéfices possibles, mais aussi en vue des services à rendre au pays, à la société. Pas le temps! Il faut *voir* le programme. Formalisme desséchant! qui, refoulant, comprimant, ignorant la personnalité, aboutit au surmenage sans autres résultats. Tant de pages d'histoire sainte, d'histoire du Canada, de géographie à apprendre pour demain! L'enfant étudie donc à domicile des choses qu'il comprend mal. Il rencontre des mots qu'il n'a jamais, au grand jamais, entendu prononcer autour de lui. Il en ignore la signification, mais doit néanmoins les retenir... tant du moins qu'il n'aura pas *ré cité* sa leçon.

Penmanship érigé en principe pédagogique, élevé à la hauteur d'une institution nationale! Comment veut-on

qu'un programme qui émiette de pareille façon les heures de classe laisse à l'instituteur le temps de façonner le caractère de ses élèves ?

Les enfants, qui ne reçoivent pas d'éducation dans leur famille, qui y perdent même le peu de formation que la discipline scolaire leur donne forcément, emportent donc avec eux à travers les années d'école primaire, leurs déficiences de caractère. Ils les subiront toute leur vie. Quant aux formules apprises plus ou moins par cœur, il ne leur reste bientôt plus rien, que le souvenir désagréable des efforts qu'elles leur ont coûtés. Faut-il s'étonner ensuite si au sortir de la huitième et même de la neuvième année, la plupart de ces jeunes gens ne peuvent écrire sans fautes d'orthographe, à plus forte raison sans fautes de syntaxe, et si quelques-uns d'entre eux ont à peu près autant d'idées qu'un Américain moyen, ou un Zoulou qui aurait passé trois mois à Oxford ? Ont-ils acquis le goût de l'étude ? Comment l'auraient-ils acquis dans ces conditions ? Ont-ils de la fierté nationale, de la fierté tout court ? Ils la mettraient d'abord à respecter leur langue par laquelle s'extériorise l'âme nationale elle-même. Or, ils ne ratent pas un anglicisme, pas un barbarisme, pas une faute de prononciation ! Plus que cela, si quelques-uns, pressés par les exigences de la vie, se livrent à des études post-scolaires, ils ne négligent rien pour apprendre l'anglais, pour se perfectionner en anglais, mais on pourrait compter sur les doigts de la main ceux qui étudient le français. Le déplorable, là-dedans, ce n'est pas que ces jeunes gens apprennent l'anglais, mais c'est l'indifférence générale à l'endroit du français, plusieurs allant jusqu'à considérer peine perdue et comme parfaitement inutile l'étude de leur langue maternelle. Voilà bien l'état d'esprit le plus dangereusement significatif qui soit, la condamnation la plus nette de nos méthodes actuelles de formation, car une langue qu'on cesse de considérer

comme utile est une langue qu'on abandonnera avant deux générations.

Or, parmi les élèves de l'école primaire quelques-uns passeront, vers l'âge de dix ou douze ans, aux études secondaires. Ont-ils la préparation qu'il faut pour aborder, avec chance d'en tirer tout le fruit possible, les humanités classiques? Une forte proportion d'entre eux arrivent au collège à peu près sans formation ni de l'intelligence, ni du caractère. On parle d'élever le niveau des études secondaires. Mais les professeurs de collèges ne vont-ils pas jusqu'à prétendre, eux, que pour adapter leur enseignement à la moyenne des élèves, ils devraient abaisser le niveau des études?

Première remarque: Au temps où furent fondés la plupart de nos collèges classiques, seul le clergé pouvait assumer semblable tâche et aujourd'hui encore si, le clergé se retirant, l'enseignement secondaire tombait à la charge de l'État, le contribuable s'en rendrait compte d'une façon toute particulière, par les trous que des taxes qu'il n'a pas à verser à l'heure actuelle, creuseraient dans son gousset. Voilà un point de vue bien propre à impressionner certaines gens qui, s'ils se soucient assez peu de l'éducation de leurs enfants, veillent avec un soin jaloux sur leur portefeuille.

Seconde remarque: Si notre population n'a pas, il y a trente ou quarante ans, sombré sous les coups conjugués de la partisanerie politique et de la grosse presse, dans un abêtissement total et irrémédiable, c'est le temps ou jamais de crier: « C'est la faute aux curés; c'est la faute aux collèges classiques » — argument spontané, au moyen duquel certaines gens, qui n'ont pas réfléchi cinq minutes dans toute leur vie, croient expliquer toutes nos difficultés.

Du professeur d'école secondaire, nous pourrions dire en partie du moins ce que nous avons dit des instituteurs.

Prêtres, l'onction sacramentelle les a-t-elle affranchis des défauts de caractère de leur race? Au surplus, ils sont censés continuer l'éducation des élèves, non pas la commencer. Or, c'est précisément la tâche que leur impose la carence de la famille et de l'école primaire à cet égard¹. Si des devoirs précis et élevés les obligent plus que la plupart d'entre nous à avoir le goût de l'étude, le culte des livres et des idées, parviennent-ils toujours à s'affranchir de l'ambiance misérable et de l'hérédité déplorable qu'ils traînent dans leur âme? Quant au point de vue national dans l'éducation, pourquoi, sauf louables exceptions, existerait-il d'une façon définie au collège classique, quand on ne le remarque nulle part ailleurs?

Plus que cela, pour imprimer à l'éducation le caractère national, il faut attirer l'attention sur les problèmes qui se posent tous les jours — problèmes qui impliquent parfois l'avenir même de la collectivité. Or nous en sommes sûr, beaucoup d'entre nous verraient d'un mauvais œil les éducateurs donner des directives à leurs élèves sur ces sujets — parce que, par une inconséquence comme il en est peu d'exemples, nous qui ne jurons que par la politique et en mettons partout, défendons à ceux qui forment l'élite, les chefs de demain, d'éclairer leurs élèves sur les problèmes économiques et sociaux dont quelques-uns relèvent de la politique et qui tous impliquent l'avenir et

1. « Pour nous qui sommes à la tâche, nous écrit un éducateur de marque, la grosse difficulté nous vient de l'incurable inertie des élèves et du peu de collaboration des parents. Chose bien curieuse à constater et fort peu encourageante; à mesure que les professeurs sont mieux préparés, à mesure que les méthodes se perfectionnent et que l'outillage s'améliore, les élèves diminuent d'ardeur, comme si le progrès de l'enseignement devenait un prétexte à fournir moins d'efforts personnels. Ainsi les laboratoires de chimie et de physique apparaissent comme des machines à étudier. Nous avons dans notre maison de bons professeurs d'anglais... Mais les élèves escomptent que la compétence du professeur suppléera à tout... Les parents n'exigent pour le moment qu'un rendement des études: le baccalauréat, le passeport qui ouvre les portes de l'Université. En conséquence, les élèves tendent à mettre de côté tout ce qui ne sert pas à l'examen final. A leurs yeux, un procédé qui assure le succès à l'examen vaut plus et mieux que les connaissances acquises. »

les progrès de la nation. « Influence indue! ingérence du clergé dans un ordre d'idées auquel il doit rester étranger. » Remarquons bien cependant que si demain, tel ou tel diplômé des études classiques échoue en affaires ou autre branche de l'activité et si la nation manque de chefs capables de l'entraîner, dans les mêmes milieux on s'écriera: « C'est la faute au clergé qui ne veut rien comprendre. » Pour la même raison, plus certaines autres, le point de vue national, sauf louables exceptions toujours, n'existe donc dans les écoles secondaires, tout comme à l'école primaire, qu'implicitement, par le fait que l'enseignement se donne en français et qu'on y enseigne l'histoire du Canada. Cela ne suffit pas, puisqu'on peut apprendre la langue et l'histoire d'un peuple tout en restant parfaitement étranger à ses préoccupations. Les humanités classiques, nous disait-on récemment, ont pour objet de dégager l'homme dans l'individu et d'assurer la domination de celui-là sur celui-ci. Mais on n'a pas ajouté qu'elles avaient pour objet en même temps d'effacer toute personnalité chez l'homme, notamment ses caractères ethniques¹. La formation qu'on reçoit dans nos écoles secondaires s'efforce sans doute de révéler l'homme, mais n'ignore-t-elle pas trop souvent le Canadien français dans l'homme? Ne conviendrait-elle pas tout aussi bien, trop souvent encore, à un petit Américain, à un petit Français ou à un petit Anglais qui, par impossible, n'auraient aucune préoccupation patriotique? Et si le point de vue national n'existe pas explicitement dans l'enseignement secondaire, comment veut-on que l'éducateur cherche particulièrement à réprimer et à redresser les

1. Nous dénonçons plus haut l'individualisme comme la cause de notre faiblesse collective. Par individualisme, nous entendons le *chacun pour soi* qui est la règle parmi nous, dans tous les ordres d'activité. Mais si nous demandons aux éducateurs de dompter l'individualisme, nous n'allons pas jusqu'à leur demander d'étouffer la personnalité chez l'élève. Au contraire, il faut respecter la personnalité, la développer, l'exalter en quelque sorte, quitte à la soumettre ensuite, par une forte éducation, à la règle du devoir.

défauts et déficiences de caractère qui sont à l'origine de nos faillites collectives? Or c'est parmi les diplômés des écoles secondaires, notamment des collèges classiques, que se recrutera l'élite de demain !

Mais que ceux-là jettent la première pierre qui sont sans péché. Voici nos bacheliers ès-arts à l'Université. L'Université n'est pas censée faire l'éducation du caractère, mais compléter, en la spécialisant, la formation de l'intelligence. N'oublions pas pourtant que chacun d'entre nous est éducateur d'une certaine façon, par le rayonnement de son exemple — exemple d'autant plus impressionnant et entraînant qu'il tombe de plus haut. N'oublions pas non plus que c'est entre vingt et trente ans qu'un jeune homme cherche des modèles auxquels il s'attachera, pour lesquels il s'enthousiasmera, qu'il voudra reproduire dans sa vie. L'Université n'est pas à proprement parler un foyer d'éducation, mais par les exemples d'assiduité et de ponctualité au travail, d'ardeur à l'étude, de fierté nationale, de respect du devoir et des responsabilités que les chefs et professeurs y donnent, par l'atmosphère qu'on y respire, elle peut agir profondément sur la manière de penser et de sentir, donc de vivre, de ses étudiants. N'oublions pas encore que c'est à l'Université que se précisent les vocations de chefs. Comment ces vocations se préciseront-elles si, d'une part, les étudiants n'ont pas sous les yeux des exemples qui les entraînent, et si, d'autre part, l'enseignement professionnel ne se développe pas autour des problèmes que les chefs de la nation ont à résoudre aujourd'hui et auront à résoudre demain? N'oublions pas de plus que nos jeunes gens

1. Si les éducateurs, ainsi que nous avons voulu le démontrer, ne sont pas *seuls* responsables de la précarité de notre situation actuelle, ils ont néanmoins leur part de responsabilité comme les autres catégories de dirigeants. Les faits leur donnent aujourd'hui comme aux autres un terrible avertissement. S'ils allaient mépriser cet avertissement et ne pas entreprendre *sans retard* les réformes qui s'imposent, ils assumeraient une responsabilité dont les générations futures leur demanderont sûrement compte.

n'auront en matière nationale des aspirations bien définies que si la formation qu'il sont reçue, depuis la famille à travers le cycle entier des études, s'inspire d'une pensée unique, d'une doctrine fondée sur des principes clairs, accessibles à tout le monde, et largement diffusés de haut en bas de la hiérarchie sociale? N'oublions pas enfin que l'Université concrétise les aspirations les plus hautes de la nation et que, foyer de culture, elle est à la fois un rempart et une espérance.

Or, existe-t-il dans nos Universités assez de chefs, assez de professeurs profondément pénétrés de leurs devoirs et convaincus de l'importance primordiale de leur rôle pour créer sur les générations d'étudiants qui se succèdent au pied de leurs chaires une impression déterminante et durable? Existe-t-il dans nos facultés et écoles assez de ces chefs dont la personnalité, accusée en relief, s'impose à l'esprit des jeunes hommes en quête de modèles? L'enseignement de nos Universités ramène-t-il l'attention des étudiants à nos problèmes nationaux avec une constance suffisante pour les convaincre que ces problèmes sont précisément ceux qu'ils auront demain le devoir d'étudier et de résoudre, non pas à leur avantage particulier, mais à l'avantage de la collectivité au milieu de laquelle leur formation leur assignera un poste de chef? L'enseignement de nos Universités s'inspire-t-il enfin implicitement et explicitement de cette doctrine unique dont nous parlions il y a un instant — doctrine capable de rallier toutes les énergies et d'orienter toutes les volontés? Bref, foyers de culture, nos Universités sont-elles des foyers de culture nationale? Croient-elles que leur mission se résume à la fabrication en série d'avocats, de notaires, de médecins, d'ingénieurs, d'hommes d'affaires, ou croient-elles plutôt que cette mission s'étend jusqu'à la formation de chefs pour la nation dont, encore une fois, elles concrétisent les plus hautes et les plus fortes espérances? Voyons aux résultats. L'individualisme re-

cule-t-il chez nous? l'arrivisme perd-il du terrain? Or, c'est parmi ces générations successives de porteurs de parchemins dépourvus pour la plupart d'esprit national que se renouvelle l'élite, que se recrutent les dirigeants dans les différentes sphères d'action, les professeurs de l'enseignement secondaire et universitaire. S'ils ne sont pas égaux à leur rôle de chefs, sera-ce encore et uniquement la faute des humanités classiques?

Tout cela en vérité n'a rien de réjouissant. Avons-nous à nous en excuser? Nous croyons plutôt qu'un sujet aussi grave interdit la feinte, et les détours. Le cercle est vicieux; il pousse quelques individus vers les sommets et la masse vers le servage. Il faut le briser.

III

LES RÉFORMES

Une fois de plus nous en aurons eu la preuve: il est des réalités qu'on ne bouleverse pas impunément. C'est parce que depuis cinquante ans, depuis quinze ans surtout, nous avons trop couru après un chimérique « canadianisme tout court », au mépris de nos innéités ethniques; après une illusoire « unité nationale », au mépris de « l'union dans la race » et même de l'union dans le pays; après un destructeur « fédéralisme », au mépris de nos droits les plus essentiels; après un utopique « bilinguisme intégral », au mépris de notre propre langue; après d'unilatérales et donc trompeuses « concessions réciproques », au mépris de nos devoirs envers nous-mêmes; après une ridicule « largeur d'esprit », au mépris de la véritable largeur de vue et du sens commun, que la réalité brutale et irrépressible, prend aujourd'hui sur nous une si dure revanche. Quand, pour alimenter sa foi patriotique, tonifier ses espoirs et nourrir sa fierté, un petit peuple en est réduit à ne recevoir plus de la plupart de ceux qu'il appelle ses chefs, son « élite », qu'un pareil

salmigondis de mots d'ordre absurdes et de doctrines informes, il est menacé à brève échéance de débilité et même de stérilité mentale. Nous avons privé notre enseignement d'un de ses pôles essentiels, détruit un des plus puissants stimulants à la culture intellectuelle, le plus fort soutien de l'éducation religieuse elle-même; nous avons ruiné le principe ordonnateur et coordinateur des forces individuelles et collectives. Continuons dans cette voie et nous aboutirons à d'inimaginables désastres. Restons à la remorque des esprits larges à la vue courte qui accaparent toute notre attention d'individualistes aveugles et impénitents, et nous aboutirons au servage: population d'employés, cohue flottante, que rien ne retient plus au coin de terre qu'elle a humanisé. On ne presse pas un petit peuple qui porte déjà une âme de vaincu à refouler sans cesse au-dedans de lui-même ses plus légitimes indignations, à douter de ses droits les plus sacrés, à transiger avec la justice, à baiser la main qui le flagelle; on ne lui donne pas le spectacle de l'abandon, de la compromission, du marchandage; on ne l'habitue pas à la passivité devant les transgressions de la foi jurée, sans énerver sa conscience, amortir son courage, détruire sa confiance en lui-même, avilir sa dignité et briser tous les ressorts de son être. Or, c'est ce que nous avons fait, ce que nous ne cessons de faire! « Avant tout, il nous faut rester nous-mêmes », disait La Fontaine. Paroles d'un homme qui a mérité de les prononcer et qui résonnent à nos oreilles comme l'écho affaibli d'un âge révolu.

Les collectivités pas plus que les individus ne sont enchaînées aux lois d'un fatalisme sans merci, mais comme les individus, elles sont justiciables au tribunal de la logique et, sous peine de sombrer dans le désordre, doivent dérouler leur vie selon les lignes du plan initial. La première orientation reçue, « le poids total des origines »

décide de leur direction définitive. Comme les individus, elles ont une vocation, c'est-à-dire un ensemble d'aptitudes et d'aspirations, qu'il ne leur appartient pas de fausser, car ainsi que l'écrit Massis: « L'histoire d'un peuple n'est pas simplement une suite de faits qui se succèdent dans le temps, c'est aussi une suite d'idées qui s'enchaînent et s'inscrivent au plus profond des âmes. Il faut qu'une pensée, qu'un principe y circulent qui se développent à travers les événements et leur donnent un sens. » C'est cette pensée que nous avons oubliée, c'est ce principe que nous avons ignoré, oubliant et ignorant du même coup les plus profondes réalités, les plus impérieuses exigences de notre être, et c'est pourquoi la logique, l'inflexible logique des faits, nous assigne aujourd'hui à son tribunal. Nous modifierons notre attitude ou nous en répondrons devant le monde et devant l'histoire, car la vie nationale est une volonté, et il n'y a à mourir que les peuples qui veulent bien mourir ou plutôt que leur élite veut bien laisser mourir.

Quand un peuple a le double bonheur d'adhérer par la foi religieuse à la grande, à l'unique doctrine de vérité, et d'appartenir par le sang et l'esprit à la race la plus profondément humaine que la terre ait nourrie, il s'abreuve aux sources les plus riches de la vie et habite à des hauteurs d'où l'on ne peut que déchoir. Les emprunts, les imitations n'ajoutent pas un pouce à sa taille, mais ne peuvent que miner sourdement sa vitalité, altérer sa physionomie, déformer son âme et atrophier tout son être. Nous conserverons à notre personnalité nationale son intégrité ethnique et religieuse, nous lui donnerons la plénitude de son relief en cultivant en chacun de nous son fonds d'originalité, nous la laisserons s'épanouir dans le sens de sa nature, de son génie, de son histoire, de ses traditions, ou bien, continuant de l'alimenter à des sources hybrides, nous la laisserons s'affaiblir, s'étioler et glisser

finalement en dessous du niveau de ceux-là même que nous aurons voulu imiter. On ne cultive pas n'importe quelle plante dans n'importe quel sol, et on ne pratique ni la greffe des cerveaux ni celle des âmes. Entre les deux pôles d'une même histoire, entre le passé et l'avenir, le présent est une étape. Nous serons des continuateurs attentifs, conscients de notre rôle et de nos responsabilités, ou nous tarirons les sources naturelles de notre vie, à la fois pour notre malheur et celui du pays tout entier.

* * *

La grande réforme, celle que doivent réclamer tous ceux qui ont à cœur l'avancement et le salut de notre petit peuple, c'est donc celle qui, brisant le cercle vicieux dans lequel nous sommes engagés, nous rendant notre vigueur de caractère d'autrefois et, nous donnant des chefs conscients de leurs responsabilités, nous mettra en état de lutter avec nos rivaux et de reconquérir le terrain qu'ils ont gagné sur nous. Cette réforme, en ce qui concerne du moins les générations futures, c'est la « nationalisation » de notre enseignement primaire, secondaire, universitaire, en d'autres termes, c'est l'introduction dans notre enseignement à tous ses degrés d'une âme qui la vivifiera : *le point de vue national*. Ne fait-on pas ailleurs l'éducation du patriotisme ? Quel est l'Anglais, quel est le Français, quel est même l'Américain qui ne juge pas spontanément du point de vue anglais, français, américain ? Leur patriotisme, Anglais, Français et Américains ne le *parlent* pas, ils le *vivent*. Mais pourquoi sont-ils si profondément imprégnés du sens national ? Pourquoi un Anglais, par exemple, peut-il passer la plus grande partie de sa vie à l'étranger et réagir en toute circonstance comme un Anglais, ne rien perdre de sa fierté nationale ? Serait-ce, par hasard, parce qu'on lui a enseigné beaucoup de chimie ? N'est-ce pas plutôt parce que dans sa famille et dans ses écoles on l'a dressé, formé, éduqué en

Anglais? Et si tant de nos Canadiens français, sans rougir toujours de leur race, la tiennent souvent en si piètre estime, ne serait-ce pas pour la raison contraire? Nous l'avons écrit: notre enseignement à tous ses degrés conviendrait tout aussi bien la plupart du temps à un petit Chinois qu'à un petit Canadien français. *Le point de vue religieux* y subsiste comme un pôle vers lequel convergent l'éducation et la formation intellectuelle. Nous souhaitons certes qu'on le maintienne, et au tout premier rang, car celui-là ne souffre aucune comparaison et se subordonne tous les autres. Mais il est d'autres réalités dont il faut aussi tenir compte. Le sens national est une de ces réalités-là. On ne saurait le négliger dans l'homme sans amoindrir sa personnalité, sans détruire l'intégrité et l'équilibre de son être. *Le point de vue national* est donc le second pôle vers lequel doivent converger à la fois l'éducation du caractère et la formation de l'intelligence, si l'on veut en vérité dégager de l'individu un homme complet, non pas seulement un égoïste instruit ou un individualiste cultivé. Car encore une fois, il est des réalités qu'on n'oublie ni ne bouleverse impunément.

« Le premier devoir envers sa race, écrivait naguère l'abbé Groulx, c'est d'en être. » Le seul moyen d'assurer la survivance de la race canadienne-française, n'est-ce pas de former, non pas des hommes d'affaires, des ingénieurs, des savants qui auront la planète pour patrie et l'humanité pour groupe ethnique, mais des hommes d'affaires, des ingénieurs, des savants qui seront de leur race, c'est-à-dire qui seront canadiens-français pleinement, entièrement et qui, ayant le « sens de l'orchestration » dont on parlait il y a quelques jours, ordonneront leur activité à la cause collective. Mais pour éduquer, nous l'avons dit, il faut une fin et des convictions, en d'autres termes pour former des Canadiens français qui voudront être de leur race, il faut leur assigner

une fin commune et leur donner des convictions communes, ce qui revient à dire qu'il nous faut une doctrine nationale capable d'inspirer et d'ordonner l'activité individuelle de haut en bas de la société. Et cette doctrine, à qui incombe-t-il d'en formuler les principes ? Nous l'avons vu, c'est à l'élite. Toute réforme portant sur l'esprit de l'enseignement ou ayant pour objet de consolider notre situation comme groupe ethnique dépend, en dernière analyse, de la volonté, de l'attitude de l'élite, de ceux qui dirigent ou sont censés diriger. C'est donc à ceux-là, à l'élite (*eligere, élire*), aux élus, aux choisis, à ce qu'il y a de meilleur et de plus distingué chez nous, à ceux que leurs talents, leurs fonctions, leur formation placent à la tête, aux chefs de file dans toutes les branches d'activité, qu'il convient de faire appel. Jusques à quand nous donnerez-vous, donnerez-vous au peuple qui marche à votre suite, le spectacle de vos indécisions, de vos lamentables divisions ? C'est à vous qu'il appartient de dissoudre les cercles d'admiration mutuelle où se complaît si souvent notre vanité, de briser les coteries qui nous dressent les uns contre les autres, de dompter l'individualisme forcené qui ronge la masse et la détruit peu à peu, en commençant par le dompter chez vous. Oh ! la doctrine assez lumineuse pour chasser les nuées qui obscurcissent nos intelligences, assez forte pour relever nos volontés éparses et fléchissantes, pour rallier toutes les énergies, assez haute pour combler tous les sentiments, qui donc en formulera les principes, qui donc en imprénera nos esprits ? Qui donc ? sinon vous, les chefs, vous dont l'autorité et le prestige commandent ? Descendez des tours d'ivoire où vous vous réfugiez si volontiers. Approchez-vous de ce peuple qui ne demande qu'à être éclairé, apprenez-lui l'histoire qu'il a vécue et la nécessité de la continuer ; révélez-lui l'âme qu'il porte et la nécessité de la préserver ; indiquez-lui le

gouffre sur le bord duquel il chemine et la nécessité de s'en écarter. En un mot, apaisant la mêlée et oubliant vos griefs personnels, acceptez votre devoir de chefs et, dans l'accord d'une même pensée, donnez-nous enfin le credo national dont nul peuple au monde n'a plus besoin que nous. Êtes-vous, sommes-nous tous encore capables d'un si grand geste? Nous nous pressons d'un mouvement unanime autour d'un étendard politique, nous avons des saluts pour tous les drapeaux. Pourquoi faut-il que la seule bannière qui devrait en appeler à notre fierté, à notre sens national, ne rencontre qu'indifférence et mépris, et qu'au lieu de la déployer à tout vent comme un labarum, nous la cachions si souvent sous nos gilets comme un haillon honteux! Avons-nous donc à rougir de nos origines, de notre histoire, de nos qualités d'esprit et de cœur, de ce que nous pourrions devenir, si nous en avons la volonté? Nous qui aimons tant prouver à nos compatriotes anglo-saxons que nous avons l'intelligence et savons manier les affaires, par quelle crainte paradoxale et puérite refusons-nous, ayant sur les épaules l'avenir d'un peuple, de prouver au monde que nous savons aussi accepter nos devoirs? Encore une fois, est-ce à la foule à donner des directives, est-ce au peuple qui fléchit déjà ne sachant où porter son fardeau, qu'il appartient de montrer le but et d'indiquer la voie?

Que voulons-nous? L'abdication sans phrase? Soit, mais disons-le, et cessons de gémir sur le dépérissement de la langue, le fléchissement de nos forces qui s'éparpillent dans l'indifférence. Renonçons à notre passé, à tous ces glorieux oripeaux dont nous aimons à nous parer les jours de fête. Que c'en soit fini et fini à jamais du grand rêve des soixante-cinq mille gueux groupés jadis autour de leurs curés en guenilles. Que c'en soit fini et fini à jamais des exaltations patriotiques, qui n'ont plus de sens dans un monde incapable désormais de les sentir

et de les vivre. Fermons nos écoles, abolissons la langue, mais, de grâce, taisons-nous!

Nous voulons être des Canadiens tout court? Soit encore, mais mode différent, résultat identique. Le canadianisme tout court faisant abstraction de nos innéités ethniques ne peut qu'aboutir à l'abdication pure et simple, mais à la différence de celle-ci, après une période de servage et donc de souffrance dont les chefs actuels porteront la responsabilité. Le canadianisme tout court abolit nécessairement les différences de droits entre les races ou il cesse d'être canadianisme tout court. Il nous livre donc *individuellement* aux mains de rivaux qui, disposant de toutes les forces, à commencer par celle de la volonté, pour finir par celle du capital et de l'influence politique, et n'ayant que faire de nos idéologies, puisqu'il leur suffit de *vivre* leur patriotisme à eux, s'empresseront d'user de leur puissance pour nous asservir en attendant de nous éliminer. C'est d'ailleurs dans la logique des choses. Là où le droit ne compte plus la force règne, et si nous renonçons nous-mêmes à nos droits, qu'aurons-nous à dire si on nous applique la force, si nous devenons le jouet de la force? Si à nos yeux un Canadien français n'est pas plus qu'un Canadien anglais, si nous n'avons pour lui ni plus d'estime ni plus d'attachement, s'il n'a pas de droits particuliers, qu'aurons-nous à nous plaindre, si plus fort, plus apte à la lutte, le Canadien anglais domine partout et nous relègue du second au trente-sixième rang? Ne faut-il pas des serviteurs, en ce pays, ne faut-il pas des bûcherons, des balayeurs de rue, des manœuvres et des mercenaires? Le canadianisme tout court, c'est la concurrence par la force. Quelques-uns parmi nous, les plus volontaires, les plus riches, surnageront, atteindront certains sommets. La masse — les faits le démontrent déjà — glissera de plus en plus au servage et l'histoire de la race française en Amérique se fermera sur une page

d'abandon. Regardons autour de nous, écoutons la plainte, voyons l'inquiétude de ce peuple qui ne sait où il va! « Où allons-nous? » Avidé d'autorité pourtant et faute de chefs, il s'accroche à tous les pitres qui prennent la tête d'un mouvement, et ses sursauts, ses réactions condamnent les chefs naturels. Ne serait-ce pas la première ligne de la page finale qui s'écrit, infiniment triste déjà? Nous n'aurons pas abdiqué, nous aurons fui, étourdis, enivrés de phrases sonores afin de nous faire croire que nous ne désertons pas. Et nous transmettrons aux générations futures la honte d'être issus d'un peuple de peureux, travestis en théoriciens et victimes de leurs propres sophismes. Est-ce cela que nous voulons? Il conviendrait de le dire — Mais mieux vaudrait l'abdication.

Au contraire, si comme nos ancêtres nous croyons que la valeur d'un peuple s'apprécie, non pas à l'abondance de son or, mais à la richesse de son patrimoine moral et à l'importance de l'apport qu'il constitue dans l'humanité; si nous croyons que l'héritage spirituel reçu du passé représente une valeur dans l'actif du pays, que c'est en cultivant notre fonds d'originalité que nous tirerons le parti le plus complet des ressources qui sont en nous, et que c'est par l'utilisation complète de nos ressources psychologiques, morales et intellectuelles que nous contribuerons le plus efficacement au progrès du pays tout entier — si nous croyons tout cela, renonçons aux idéologies malfaisantes auxquelles nous nous sommes si longtemps attachés, et embrassons nos responsabilités et nos devoirs, si pénibles nous paraissent-ils. Au lieu de former des Canadiens tout court qui périront dans les postes inférieurs, tristes débris d'un peuple mort pour avoir oublié de vivre, formons des Canadiens français qui, parlant et agissant au nom d'un peuple organisé, participeront à l'avancement économique, intellectuel et politique de

notre pays. Nous sommes nés Canadiens français, avons-nous à nous en excuser? La dure expérience que nous vivons en ce moment devrait au moins nous ouvrir les yeux, nous ramener à un sens un peu plus net de la réalité.

L'indécision, la division, le chaos règne parmi nous, parce que le désarroi règne dans les esprits, et le désarroi règne dans les esprits parce que l'élite, se démettant, a cessé d'éclairer, de diriger. « Nous pourrissions par les pieds », s'écriait naguère un de nos orateurs les plus en vue. Nous avons bien l'honneur de nous inscrire en faux. Il est naturel que la tête ayant cessé de gouverner, les pieds errent. Que l'élite, revenant à un sens plus net de ses responsabilités et de son rôle, se mette d'accord sur les principes fondamentaux qui doivent régir notre vie nationale, qu'elle dirige, et les pieds cesseront d'errer... Formuler la doctrine dont découlera la pensée et donc la vie nationale, tel est le premier devoir de l'élite, de notre élite.

Son deuxième devoir sera de vivre elle-même la doctrine qu'elle aura élaborée. Car les paroles, même les plus éloquents, les plus vibrantes ne sont rien, si l'exemple ne les appuie et si elles ne se traduisent en action. Nous nous mourons de verbiage et d'éloquence et le scandale a assez duré de la conduite contredisant les paroles. Enfin, le troisième devoir de l'élite sera de répandre, de propager, de diffuser la doctrine dont nous avons tant besoin, d'en imprégner tous les esprits et, à cette fin, de prendre une attitude chaque fois que les circonstances exigent que les chefs soient au poste et commandent.

Le moyen de propager cette doctrine? S'opposer aux influences malfaisantes qui contaminent et anémient les sources même de notre vie, c'est-à-dire tout entreprendre, d'une part, pour enrayer l'expansion de la presse à sensation, plaie de notre époque et cause de désagrégation et d'abrutissement de nos masses populaires; corrélative-

ment, tout entreprendre pour améliorer et répandre la presse indépendante, la presse moralisante et instructive, comme un antidote, comme la seule influence capable d'annuler l'action pernicieuse, dévastatrice de l'autre. Ne rien négliger, d'autre part, pour diminuer l'emprise des partis politiques, faire reculer la partisanerie, cause d'aveuglement à peine moins néfaste que l'influence stupéfiante de la grosse presse. Tout cela, évidemment, exige de l'élite qu'elle ait une claire conscience de son devoir et le courage de ses convictions, qu'elle étudie les problèmes impliquant l'avenir et l'avancement de la collectivité, qu'elle prenne ensuite une attitude, et donne des directives précises. Mais encore une fois c'est son rôle. Elle ne saurait s'y soustraire sans cesser d'être l'élite, donc sans abdiquer et sans assumer par conséquent devant l'histoire et devant le monde des responsabilités encore plus lourdes que celles que lui impose l'acceptation pleine et entière de son devoir.

L'individualisme cessera de sévir parmi nous et de nous détruire lorsque, une fin étant assignée à la nation, une éducation vraiment nationale viendra ensuite discipliner les volontés et les ordonner, de génération en génération au bien collectif. C'est ce qui nous a manqué jusqu'ici, c'est ce qui nous manque plus que jamais, et c'est ce qui fait notre faiblesse. Or, comment la donnerons-nous aux générations futures, cette éducation nationale, si nous n'introduisons dans l'enseignement à tous ses degrés: primaire, secondaire, universitaire, le point de vue implicitement et explicitement national, si nous n'entreprenons de former, non pas des hommes sans caractère ethnique, sans attache à un peuple plutôt qu'à un autre, mais des Canadiens français, fils de leur race, destinés à vivre au milieu de Canadiens français, destinés à devenir des chefs dans une nation canadienne-française? Encore une fois, comment pouvons-nous espérer que notre race

survivra si nous ne formons des générations qui voudront en être ? N'est-ce pas élémentaire ? Et comment imprimerons-nous à notre enseignement un caractère national, si nous ne le faisons se dérouler autour des problèmes nationaux comme autour d'un axe central et ne l'y ramenons sans cesse ? Nous le répétons, il est beau d'enseigner le français et l'histoire de notre pays, mais cela ne suffit pas puisqu'on peut étudier la langue et l'histoire d'un peuple sans adopter sa manière de sentir, de comprendre et de vivre. La dispersion nous menace parce que, mal éclairés, mal guidés, ou plutôt ni éclairés, ni guidés, nous avons vécu jusqu'ici de toutes sortes de façons, sauf en Canadiens français. N'est-ce pas pénible, tout de même, de devoir discuter des notions si élémentaires — pénible et hautement significatif de l'état des esprits ? Est-il peuple au monde qui s'interroge sur le caractère à donner à son enseignement, qui se demande s'il doit former des nationaux ou des êtres hybrides, sans caractères, ni personnalité ethniques ? Notre cas est unique dans le monde et dans l'histoire. Espérons que personne n'y verra motif à s'enorgueillir.

Dans cet ordre d'idées, tout s'enchaîne. La « nationalisation » de l'enseignement exige une pensée nationale et donc l'action constante de l'élite. D'autre part, sans l'introduction dans l'enseignement du point de vue national il deviendra extrêmement difficile, sinon impossible, d'effectuer la réforme que nous avons réclamée dès notre premier article, — réforme qui nous rendra la vigueur de caractère que nous sommes en train de perdre sans retour. Nos faiblesses de caractère, avons-nous dit, sont à l'origine de la plupart de nos échecs individuels. Avec le désarroi des esprits en matière d'orientation nationale, dont elles sont à la fois la cause et la conséquence, nous les retrouvons aussi à l'origine de toutes nos faillites collectives. Ces deux réformes se tiennent donc, s'exigent, également fondamentales. Nos rivaux des autres races

l'emportent sur nous par les forces de la volonté. Ceux d'entre nous qui réussissent doivent leur succès à leur vigueur de volonté. Puisque la faiblesse de la volonté, qui se traduit chez nous, ainsi que nous l'avons vu, par la paresse intellectuelle, la prodigalité, le manque d'ordre et de discipline, le manque de persévérance, et un sens amoindri du devoir, est à l'origine de nos difficultés et de nos échecs, l'éducation doit s'attacher à réprimer ce défaut, car encore une fois l'éducation n'a pas seulement pour objet de développer les virtualités du sujet sur lequel elle s'exerce, mais aussi d'en corriger toutes les déficiences. Ces défauts constituant la grande faiblesse de notre peuple, une éducation qui se proposera de former de nos jeunes hommes des Canadiens français complets tendra donc naturellement et tout spécialement à les corriger. Fils d'hommes de caractère forts surtout par la volonté, nous vivons au milieu de gens remarquables beaucoup plus par la vigueur du caractère que par celle de l'intelligence. Seule la volonté guidée par une vue nette de notre situation et de nos besoins, nous permettra de continuer l'œuvre de nos ancêtres et de tenir tête à nos concurrents. Et par quel moyen recouvrerons-nous notre force de caractère d'autrefois, acquerrons-nous l'intelligence de notre situation et de nos besoins, par quel moyen redresserons-nous les forces spirituelles fléchissantes chez nous, sinon par une éducation ayant pour objet de former en nous des Canadiens français complets, donc une éducation *nationale*?

D'ailleurs en éveillant chez les jeunes la fierté nationale, n'introduisons-nous pas dans l'enseignement un puissant stimulant à la culture intellectuelle? La jeune Canadien français, fier de sa race et désireux de la servir, prendra naturellement les moyens d'arriver à sa fin — puisque la fin non seulement suggère, mais commande les moyens. Désireux de réussir comme individu, mais

aussi de jouer un rôle comme citoyen, il comprendra la nécessité de la culture et de la compétence professionnelle; il combattra la paresse intellectuelle chez lui et autour de lui. Or il suffirait d'une génération de travailleurs et de studieux pour modifier profondément le cours des choses chez nous, nous donner les hommes de lettres, les hommes de science, les hommes d'affaires et les artistes dont nous avons besoin. Le travail est la cause efficiente du succès en tous les domaines, et la fierté nationale est un puissant stimulant à l'effort.

Nous pourrions dire la même chose du sens des responsabilités et du devoir. Un homme qui, dans cet ordre d'idées, accepte ses responsabilités jusqu'au bout, acceptera vraisemblablement avec la même vaillance et la même rectitude de conscience ses autres devoirs — devoir professionnel, devoirs religieux, car un sens équilibré du devoir, s'étend naturellement à toute la gamme du devoir. La disparition du sens national, de l'attachement à la race, n'est-elle pas pour une part dans la disparition de l'éducation familiale? L'anglicisme et l'arrivisme ne fleurissent à foison dans nos milieux que parce que la fierté nationale a disparu complètement.

Enfin, la « nationalisation » de l'enseignement nous donnera les chefs dont nous avons tant besoin à tous les degrés de la hiérarchie sociale. Analysant un article de M. Mercier, *Réflexion sur l'élite*, paru en février 1928, dans la *Revue des Deux-Mondes*, le P. Charmot, S. J. écrivait dans la livraison de novembre des *Études*: « M. Mercier insiste justement sur cette vérité qu'il ne suffit pas, pour constituer une nouvelle élite française, de produire des penseurs, des poètes, des artistes, des savants, des industriels, des hommes d'action ni même de faire une sélection parmi eux pour ne conserver que les plus proches du génie. Il faut encore trouver le lien moral qui les unira pour qu'ils deviennent les guides de

la nation. » Et citant M. Mercier lui-même: « Cette question ne peut comporter qu'une réponse: la force spirituelle primordiale qui animera l'élite, celle qui, en même temps, l'investira de l'autorité morale suprême, ce sera cette même force qui fut toujours l'apanage de l'élite à toutes les étapes de la civilisation, sous tous les régimes: le dévouement sans réserve à la chose publique, à la collectivité, à la patrie... Voilà le sentiment qu'il faut ranimer, qu'il faut magnifier. » Nous ne prétendons pas autre chose. Un peuple vaut par son élite, mais un peuple n'a véritablement d'élite que si le sentiment national inspire et guide les chefs. La vie nationale ne saurait s'épanouir si une pensée nationale n'imprègne le cerveau de la nation. « Ma grande inquiétude à votre sujet, déclarait, il y a quelques semaines en conversation, un visiteur de marque, c'est que personne ou à peu près parmi vous ne semble avoir la préoccupation du problème national, ne semble se douter même qu'il existe ici un formidable problème national. » Il n'avait que trop raison. Le mal que nous voyons s'inscrire tout autour de nous dans l'ordre positif a ses racines profondes dans les intelligences. Combien de fois n'entendons-nous pas déplorer le fait que tant de jeunes Canadiens après avoir parcouru chez nous le cycle entier des études, s'en vont s'établir aux États-Unis? Qu'est-ce à dire? Aurions-nous à regretter de semblables défections si nos jeunes Canadiens avaient un sens plus éclairé de leur devoir envers la collectivité et le pays auxquels ils doivent tout?

Est-il besoin d'ajouter que la formation du sens national doit tenir compte des exigences de notre milieu? Nous vivons au Canada, et si nous voulons la survivance du peuple canadien-français, son épanouissement en force, en culture et en influence, c'est autant en vue du plus grand bien du pays lui-même qu'en vue du bien de notre race et du bien de chacun d'entre nous. Nous voulons

contribuer le plus efficacement possible au progrès du pays? Est-ce en formant des hommes inférieurs à eux-mêmes que nous réaliserons cette ambition, ou en formant des hommes égaux à eux-mêmes, en possession de tous les moyens que la race met à leur disposition? Est-ce en les soumettant à une discipline d'emprunt, discipline hybride ignorante de la personnalité, que nous tirerons d'eux tout le parti possible, ou en les soumettant à la discipline appropriée au génie de leur race, à leur caractère et à leur complexion mentale? N'est-il pas clair que le pays bénéficiera beaucoup plus de la présence sur son territoire d'un peuple organisé et fort, que de l'action de quelques individus isolés, si puissants soient-ils? L'éducation nationale bien comprise, c'est-à-dire conçue et orientée en tenant compte de notre situation, de notre milieu et de ses exigences, de notre entourage, est même le seul moyen de prévenir les poussées de nationalisme intransigeant et outrancier, si redoutées en certains de nos milieux, et auxquelles l'absence de formation nationale expose peut-être quelques-uns d'entre nous. Les écarts de langage et d'imagination, les accès de nationalisme aveugle, tout comme les marchandages, les défections, les lâchetés et les trahisons, résultent de l'absence de véritable éducation nationale. Formons des Canadiens français destinés à vivre dans le milieu où le cours des événements les a placés, des Canadiens français respectueux de la hiérarchie des valeurs et de celle des devoirs, et nous éviterons les excès dans un sens ou dans l'autre, car c'est l'objet même de l'éducation d'équilibrer les esprits, de soumettre l'imagination et le tempérament à l'empire de la raison. Cessons de clamer que nous voulons, que nous devons être supérieurs aux autres, et tâchons plus modestement et plus justement de n'être plus enfin inférieurs à nous-mêmes. Nous en bénéficierons les premiers et le pays avec nous, car ce sont les

actes qui comptent, non pas les phrases sonores et les exaltations de commande.

* * *

Cette grande réforme, cette réforme fondamentale des intelligences, cette réforme qui portera sur l'esprit de l'enseignement à tous ses degrés, et non plus seulement sur les programmes, en exige une autre: la réforme des cadres. Pour éduquer, il faut des éducateurs, et pour être éducateur, il faut des aptitudes naturelles. Nous avons dit plus haut ce que sont la plupart de nos instituteurs et pourquoi il leur est difficile d'être autrement: l'hérédité et l'ambiance les ont façonnés ainsi. Il faudrait donc faire de l'enseignement primaire — du moins en ce qui concerne les laïcs — une carrière, non seulement intéressante, mais une carrière de choix, qui en appelle aux plus intelligents d'entre nous, en assurant à l'instituteur une rémunération et une condition sociale dignes de ses fonctions et de son rôle, et non pas simplement, comme c'est trop souvent le cas, à l'heure actuelle, un pis-aller, une carrière qu'on embrasse en attendant d'en sortir, ou encore dans laquelle on persévère afin de stabiliser sa situation et de se mettre en état de se livrer à dix besognes accessoires. Comment espère-t-on ainsi constituer un personnel enseignant à la hauteur de sa tâche? On gâche la carrière et ce serait un moindre mal, si on ne gâchait en même temps l'avenir d'un peuple. Il faudrait donc modifier de fond en comble le régime actuel. En nul autre domaine, peut-être, l'orientation professionnelle ne devrait être plus minutieusement organisée — rejetant sans pitié les arrivistes et les inaptes. Si la carrière en vaut la peine, les sujets ne manqueront pas. Ce qu'il faut avant tout à l'école primaire, ce sont des éducateurs pénétrés de leur responsabilité et satisfaits de leur sort, car on ne peut faire reposer sur le dé-

vouement personnel d'une classe particulière l'avancement de tout un peuple. Et cela suppose des réformes dont nous ne saurions évidemment dire ici les détails, mais qui sont d'une importance fondamentale.

Ce que nous écrivons de l'instituteur, nous pourrions le dire en partie du moins du professeur de l'enseignement secondaire. Là aussi il faut des éducateurs, et non pas seulement des professeurs spécialisés. Les hommes qui comptent dans la vie ne le doivent pas tant au professeur spécialisé qu'à l'éducateur, qu'au véritable maître qu'ils ont eu la chance extraordinaire de rencontrer au collège. Seuls devraient être dirigés vers l'enseignement ceux qui ont les aptitudes nécessaires, mais alors, ils devraient y consacrer leur carrière. C'est à cette condition que nos collègues se constitueront des cadres véritablement effectifs. Il faudrait ensuite viser à la spécialisation des professeurs et confier à chacun l'enseignement de la matière dans laquelle il est spécialisé. Afin d'aider à la formation des professeurs, l'Université devrait leur faciliter l'accès à ses cours de littérature, de philosophie, de sciences. Quelques aspirants professeurs fréquentent déjà les cours universitaires, ceux de la Faculté des Sciences, entre autres. Mais n'ayant pas où se loger, ils doivent, paraît-il, faire du ministère dans les paroisses afin de gagner leur pension. C'est la tristesse des tristesses. Au prix de quelle fatigue des jeunes professeurs peuvent-ils suivre leurs cours ?

Il faudrait encore une fois faciliter l'accès de l'Université aux jeunes prêtres qui se destinent à l'enseignement secondaire, les placer dans une situation qui leur permette d'étudier librement sans s'esquinter. Cela se fait ailleurs et depuis longtemps. Si l'Université était plus accessible, le nombre grandirait rapidement des aspirants professeurs qui viendraient y parfaire leur formation intellectuelle, leur préparation à l'enseignement.

La bonne volonté ne manque pas chez eux, les mesures prises en ces dernières années pour réformer l'enseignement des sciences le prouvent assez.

Il faudrait également créer enfin la fameuse école de pédagogie supérieure demandée par les collèges classiques eux-mêmes depuis au moins six ans. Il existe une telle école à Québec, paraît-il. Pourquoi pas à Montréal? L'aspirant professeur qui aurait étudié les sciences ou les lettres à l'Université durant trois, quatre et même cinq ans, pourrait ensuite faire un stage à l'école de pédagogie supérieure afin de s'initier aux méthodes d'enseignement. Il deviendrait de cette façon un éducateur et un spécialiste incontestablement qualifié. Il est peut-être beau de demander beaucoup aux collèges classiques, mais il serait beaucoup plus beau et plus profitable de les aider à améliorer leur enseignement.

* * *

Ce n'est pas l'intelligence qui manque chez nous, ce n'est même pas la bonne volonté dans la masse du peuple, c'est l'accord des volontés. Des faits nombreux démontrent clair comme le jour que nous avons tout ce qu'il faut pour devenir assez rapidement, sinon un grand peuple, du moins un beau peuple. La matière est bonne, il suffirait de la façonner, redressant les faiblesses, corrigeant les défauts, cultivant et polissant les virtuelles. La vie a été dure pour nous: elle ne nous a ménagé ni les épreuves ni les tribulations; elle nous réserve probablement encore des rigueurs de choix. Mais les peuples vivent qui veulent bien vivre. Toute notre existence a été un acte persistant de volonté, d'une volonté fléchissante parfois, d'une volonté éparse, parce que mal éclairée, mais d'une volonté néanmoins qui se refuse à l'abandon, qui se relève et s'obstine souvent sans savoir pourquoi. Cette volonté, engourdie, hésitante ou inquiète, revivrait

avec toute sa vigueur des grands jours si seulement on voulait lui rendre l'espoir et allumer le flambeau qui doit la guider. Chefs à tous les degrés de la hiérarchie dans tous les ordres d'activités, c'est à vous qu'il revient d'allumer ce flambeau et de guider le peuple qui ne demande qu'à marcher à votre suite. Indiquez-lui le but, montrez-lui la voie, assumez votre tâche et il vous suivra, heureux de vous appuyer.

Notre situation comme groupe ethnique n'est pas rassurante; elle n'est pas non plus désespérée. Elle pourrait en peu d'années être définitivement consolidée. Éducateurs à tous les degrés de l'enseignement, donnez-nous une génération de Canadiens français de la taille morale des anciens pionniers et fondateurs; donnez-nous une génération d'hommes en possession de tous les moyens que la race leur offre, donnez-nous des travailleurs, des tenaces, des disciplinés, des méthodiques, des consciencieux; donnez-nous une génération d'hommes de caractère avertis de tous leurs devoirs, y compris leurs devoirs envers la nation, et vous nous aurez donné du même coup une génération d'hommes cultivés, qui produira de grands savants, des littérateurs et des artistes puissants, des hommes d'affaires qui nous forgeront un organisme économique; une génération d'hommes qui contribuera généreusement au progrès de notre peuple et ainsi au progrès bien entendu du pays tout entier¹.

1. Nous ne prétendons pas avoir suggéré tous les moyens de remédier à l'état de choses actuel. Nous demandons la constitution d'une élite, l'action de l'élite. Pour être complet, il nous faudrait définir le rôle de cette élite. Mais alors, ce n'est pas une brochure, c'est un volume que nous devrions écrire, c'est un programme de vie nationale que nous devrions tracer. Or, nous ne sommes ni sociologue, ni économiste, ni éducateur, ni politique, mais un simple individu qui observe et réfléchit de temps en temps. On a bien voulu nous dire que la description que nous avons faite de notre situation est exacte. Si le « diagnostic est parfait », il appartient aux médecins, c'est-à-dire à nos sociologues, à nos économistes, à nos éducateurs, à nos politiques, bref à notre élite, d'entrer en scène, de déterminer et de prendre les moyens de remédier à la situation actuelle. Nous leur passons la plume, heureux si nous pouvons éventuellement leur être de quelque utilité.

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

60. *L'Esprit chrétien dans la famille et la société*
61. *Projet de colonisation* R. P. Marcel MARTINEAU, S.J.
- 62-63-64. *Vers les terres neuves.* R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
65. *La Question sociale et nos devoirs de catho-
liques — I* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
66. *La Question sociale et nos devoirs de catho-
liques — II* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
- 67-68. *La Question sociale et nos devoirs de catho-
liques — III* R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
- *69-70. *Hygiène du logement* Dr J.-A. BAUDOUIN
- 71-72-73. *Albert de Mun et le devoir social.* Abbé GOUIN, P.S.S.
- 74-75 *Albert de Mun et l'organisation ouvrière.* Abbé GOUIN, P.S.S.
76. *Nos Errements agricoles.* R. P. Edgar COLCLOUGH, S.J.
- 77-78. *Albert de Mun et la législation sociale.* Abbé GOUIN, P.S.S.
- *79-80. *Microbiologie et maladies contagieuses.* Dr J.-A. BAUDOUIN
- 81-82. *L'Instruction obligatoire n'est pas nécessaire
chez nous. Pourquoi?* R. P. Hermas LALANDE, S.J.
- *83. *L'Organisation ouvrière* Abbé Edmour HÉBERT
- *84. *Autour de l'Encyclique «Rerum novarum»* E. S. P.
85. *L'Aide aux colons* M. L'HEUREUX
86. *Le Problème social et sa solution.* Abbé Edmour HÉBERT
87. *Les Semaines sociales.* E. S. P.
- 88-89. *De l'Internationalisme à Nationalisme* Alfred CHARPENTIER
90. *Vers le peuple* GUY VANIER
91. *L'Action sociale* Antonio PERRAULT
- 92-93. *La Grève et l'enseignement catholique* R. P. VILLENEUVE, O.M.I.
94. *Programme d'action sociale.* Edouard MONTPETIT
95. *Les Parents, l'Eglise et l'Etat dans leurs rap-
ports avec l'école.* Abbé Ad. SABOURIN
96. *L'Organisation professionnelle* Mgr L.-A. PAQUET
97. *Syndicats patronaux* Abbé Emile CLOUTIER
98. *La Confédération des Travailleurs catholiques
du Canada.* XXX
99. *L'Aspect économique du problème industriel.* Edmond CLOUTIER
100. *Le Salaire.* Abbé Edmour HÉBERT
101. *Nos Pêcheries* Fabien BUGEAUD
102. *La Question des chemins de fer* XXX
103. *Les Caisses Desjardins: autre sociale* Wilfrid GUÉRIN
104. *L'Aube d'une ère ouvrière nouvelle.* Alfred CHARPENTIER
105. *L'Organisation ouvrière catholique au Canada.* E. S. P.
106. *Réformes scolaires* E. S. P.
107. *Le Travail du dimanche dans notre industrie* Mgr Eugène LAPOINTE
108. *La Gaspésie* J. W.
109. *Les Espoirs présents du catholicisme en France* R. P. DONCEUR, S.J.
110. *La Société catholique de Protection et de Ren-
seignements.* E. S. P.
111. *Le Problème des narcotiques au Canada* Olivier CARIGNAN
112. *Le Charbon au Canada* Paul CHARTIER, S.J.
- 113-114. *Le Nord qui s'ouvre.* R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
115. *Les Trois Etapes de la question ouvrière* Abbé Edmour HÉBERT
- 116-117. *Dans les chantiers.* R. P. J.-A. DESJARDINS, S.J.
118. *La Mortalité infantile.* Dr Joseph GAUVREAU
119. *La Tuberculose.* R. P. Pierre FONTANEL S.J.
- 120-121. *Le Chmage* Gérard TREMBLAY
122. *L'Eucharistie et la question sociale.* R. P. Léo BOISMENU, P. S. S.
- *123. *Le Canada minier* R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
124. *Le Patriotisme.* S. G. Mgr LAFLECHE
125. *L'Apprentissage* E. S. P.
- 126-127. *Notre problème agricole* Charles GAGNÉ
128. *Les Forces hydrauliques* R. P. Pierre FONTANEL, S.J.

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

129. <i>L'Art ménager</i>	Abbé Arm. BEAUREGARD
130. <i>Le Domaine rural canadien</i>	Georges BOUCHARD
131. <i>Les Paysans de France</i>	Georges BOUCHARD
132. <i>La Jeune Fille et les œuvres de charité</i>	R. P. Adélard DUGRÉ, S.J.
133-134. <i>Pour et contre le tabac</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
135. <i>Vers l'émancipation économique</i>	G.-E. MARQUIS
136-137. <i>Le Travail de nuit dans les boulangeries</i>	XXX
138. <i>Expansion industrielle dans le Québec</i>	G.-E. MARQUIS
139. <i>Le Logement et la santé</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
*140-141. <i>Travailleurs inconnus: nos aveugles</i>	P. Julien SENAY, S. J.
142. <i>L'Éducation de la Justice</i>	R. P. Louis LALANDE, S. J.
143. <i>Abolitionisme ou Réglementation</i>	R. P. J. SALSMANS, S. J.
144. <i>L'Actionnariat syndical</i>	Max. TURMANN
145-146. <i>Le Conseil national d'Éducation</i>	C.-J. MAGNAN
147. <i>Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui</i>	R. P. Maurice H.-BEAULIEU, S. J.
148. <i>Éclairés canadiens français</i>	R. P. Adélard DUGRÉ, S. J.
149-150. <i>La Pulpe et le papier</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
151. <i>L'Atelier syndical fermé</i>	Alfred CHARPENTIER
152-153. <i>L'Alcoolisme et l'individu</i>	Louis-Philippe ROY, E.E.M.
154. <i>L'Eucharistie et les classes dirigeantes</i>	Antonio PERRAULT
155. <i>L'Effort économique de notre race</i>	Rodolphe LAPLANTE
156-157. <i>La Forêt canadienne</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
158. <i>Le Caractère de l'adolescent</i>	R. P. Paul-Émile FARLEY, C.S.V.
159-160. <i>Les Allocations familiales</i>	R. P. Léon LEBEL, S. J.
161. <i>L'Association professionnelle</i>	Abbé Maxime FORTIN
162. <i>Fédération des Œuvres d'hygiène infantile</i>	XXX
163. <i>La Réforme du calendrier</i>	J.-H. RICHARDSON
165. <i>L'Union ouvrière</i>	Abbé L.-A. LAFORTUNE
166. <i>Les Anciennes Corporations</i>	Gérard TREMBLAY
167. <i>Le Communisme international au Canada</i>	R. P. STANISLAS, Ptre S. V.
168. <i>Parents et Maîtres — Leur collaboration</i>	E. S. P.
169. <i>L'Enseignement agricole d'hiver</i>	Abbé Arthur MAHEUX
170. <i>Le Cinéma</i>	Albert RIOUX
171. <i>La Crise protestante</i>	Oscar HAMEL
172-173. <i>La Formation technique</i>	R. P. Adélard DUGRÉ, S. J.
174. <i>La Gaspésie intérieure</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
175. <i>Chefs ouvriers catholiques</i>	PÉNINSULAIRE
176. <i>La Mission sociale de l'hygiène</i>	L.-G. HOGUE
177. <i>Les Associations ouvrières au Canada</i>	Dr J.-A. BAUDOIN
178. <i>Rotary et Maçonnerie</i>	E. S. P.
179. <i>L'Indissolubilité du mariage</i>	E. S. P.
180. <i>Le Tourisme — Source de richesse</i>	R. P. E. JOMBART, S. J.
181. <i>La Vaccination antituberculeuse</i>	Eugène L'HEUREUX
182. <i>L'Utilisation des sous-produits de la pêche</i>	Dr J.-C. BOURGOIN
183-184. <i>La Paroisse au Canada français</i>	Joseph RISI
185. <i>L'Église, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique</i>	R. P. Adélard DUGRÉ, S. J.
186. <i>L'Industrie chimique et le Canada</i>	Abbé J.-Ad. SABOURIN
187. <i>Le Travail des jeunes filles</i>	R. P. SCHELPE, S. J.
188. <i>Les Communautés religieuses et la Cité</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S. J.
189. <i>Les Œuvres dans la Cité</i>	Mme W. RAYMOND
190. <i>Le Syndicalisme catholique canadien</i>	Juge C.-E. DORION
191. <i>La Semaine sociale de Chicoutimi</i>	R. P. BONHOMME, O.M.I.
192. <i>L'Église et la question syndicale</i>	E. S. P.
193. <i>Nos Orphelins</i>	Wilfrid GUÉRIN
194-195. <i>Encyclyque sur l'éducation de la jeunesse</i>	PP. ARENDT et MULLER, S. J.
196. <i>L'Enseignement religieux</i>	Sœur ALLAIRE, etc.
197. <i>La Semaine du dimanche</i>	S. S. FIE XI
198. <i>Pour nos Enfants</i>	S. G. Mgr ROSS
199. <i>La Préférence aux Syndicats catholiques</i>	XXX
200. <i>Pour le bon Journal</i>	Sœur MARIE-HADELIN, etc.
201. <i>Le Sens catholique</i>	XXX
202-203. <i>L'Apostolat laïque</i>	A. ROBERT et O. HÉROUX
204-205. <i>Instruction ou éducation</i>	E. MERCIER et G. LADOUCEUR
	R. P. ARCHAMBAULT, S. J.
	Esdras MINVILLE

Les numéros précédés d'un astérisque sont épuisés.

(Abonnement: \$1.50 par an)

Prix: 15 sous l'unité; \$9.00 le cent